

Financité

Concilier finance et citoyenneté **magazine** N°7

DANS CE NUMÉRO

LES NOUVELLES DE LA FINANcité

p.2 & 3 • Les actualités de la finance citoyenne

MON ARGENT N'EST PAS TABOU

p.4 • Que pensent les festivaliers d'Esperanzah! ?

LE DOSSIER FINANcité

p.5 à 11 • DOSSIER: **Solidarisons notre épargne**: Comment placer utilement son argent? Que font les banques avec notre argent? Comment s'assurer qu'elles l'utilisent à bon escient? Et finalement, que veut dire épargner utilement son argent? Illustration par quatre exemples, chez nous et à l'étranger.

MA FINANcité

p.12 à 13 • **Investir solidaire, à quoi ça sert?**

ATD Quart Monde: pour sortir de la misère - Au travert: quand l'économie se fait sociale - La Ferme Nos Pilifs: entreprise éco-nomique et éco-dynamique.

LES PARTENAIRES FINANcité

p.14 • **La Guilde des commerçants**

LA TRIBUNE FINANcité

p.15 • **Alvin Toffler**
Quand le non-économique influence le système monétaire.

p.16 • **Produits éthiques et solidaires**: la liste complète

NUMÉRO 7 SEPTEMBRE
TRIMESTRIEL 2007

UNE PUBLICATION DU RÉSEAU
FINANCEMENT ALTERNATIF

BUREAU DE DÉPÔT: 6000 CHARLEROI

La bulle des pauvres

La rentabilité potentielle des activités de crédit aux personnes défavorisées intéresse de plus en plus le marché des capitaux. Jusqu'où la recherche du profit ira-t-elle?

Les turbulences financières mondialisées de cet été ont trouvé leur origine dans les crédits immobiliers *subprime* aux Etats-Unis. De quoi s'agit-il? Les banques et assurances classent leurs clients en *non-prime*, *prime* et *subprime* selon les risques estimés de défaillance de l'emprunteur, les *subprime* étant les plus potentiellement défaillants: petits salariés et chômeurs. Des institutions financières, de moins en moins regardantes sur le profil de l'emprunteur, leur ont donc proposé des crédits avec un taux d'intérêt très élevé, de 4 à 5 points supérieur au taux normal. Ces prêts ont connu un grand succès, en particulier lorsque les taux d'intérêts de base étaient très faibles (inférieurs à 2 % de 2002 à 2004). Mais, à partir de 2005, ces taux de base sont rapidement

montés, pour atteindre 5,25 % à la mi-2006, et de nombreux ménages emprunteurs ont alors connu des difficultés à rembourser leurs mensualités en hausse: près de 1,2 million de prêts immobiliers ont fait défaut en 2006, soit une augmentation de 42 % par rapport à 2005, avec bien sûr pour conséquence immédiate et dramatique la mise en vente des logements mais aussi la perte de valeur des obligations émises sur base de ces crédits, entraînant la crise financière que l'on a connue.

Un autre événement est passé plus inaperçu en avril dernier. Banco Compartamos, qui est une institution de microfinance (IMF) mexicaine créée en 1990 grâce à des subventions variées, réalisa une offre publique de vente de 30 % de son capital. Cette offre a été souscrite 13 fois, ce qui peut être considéré comme un succès important sur tout marché financier. La demande n'ayant pas pu être satisfaite, le prix des actions, grimpa jusqu'à atteindre 22 % de hausse dès le premier jour d'échange. Les actions ont finalement été achetées par les gestionnaires de fonds internationaux habituels et d'autres investisseurs commerciaux.

Le succès de cette offre s'explique notamment par les profits importants que génère Banco Compartamos grâce aux taux d'intérêt élevés qu'elle pratique, qui dépassent 100 %, c'est-à-dire des taux d'intérêts qui sont considérablement supérieurs à ce dont la banque a besoin pour couvrir ses coûts⁽¹⁾.

Ces deux exemples, par ailleurs très différents, montrent deux choses: d'une part, l'activité de crédit peut générer des revenus très élevés grâce à des taux d'intérêt d'usuriers car les pauvres n'ont souvent pas d'alternative et, d'autre part, les marchés de capitaux s'intéressent très sérieusement à ce marché des crédits aux pauvres, au moins pour spéculer sur la période durant laquelle ceux-ci sont encore en capacité de rembourser. Sont ainsi posées à la fois les limites d'une finance fondée sur la maximisation du profit et la nécessité corrélative, pour les institutions qui veulent fournir un crédit adapté aux populations précarisées, de mobiliser l'épargne solidaire plutôt que de courir vers le marché des capitaux. Cette épargne solidaire, qui place le souci de cohésion sociale avant celui du rendement, est en effet la seule qui permette de répondre à des besoins réels de financement de personnes ou de groupes pour sortir de la précarité, de favoriser l'émergence d'activités nouvelles rencontrant des difficultés de financement auprès des banques classiques (environnement, éducation, action sociale, etc., particulièrement sur le plan local) et de faire la preuve que l'économie peut être utilisée de façon plus humaine au service des hommes.

Bernard Bayot

(1) Richard Rosenberg, *Réflexions de CGAP sur la première offre publique de vente de Compartamos: Une étude de cas sur les taux d'intérêts et les profits de la microfinance*, CGAP/The World Bank, Washington, D.C.



9

C'est le nombre de séances d'information organisées en Wallonie et à Bruxelles dans le cadre de la campagne «Solidarisons notre épargne».

Regardez vite p. 5, il y a forcément une formation organisée près de chez vous.



Fortis répond à ses clients

Dans le cadre de la dernière campagne du Réseau Financement Alternatif *Mon argent tue la démocratie*, des citoyens ont interpellé leurs banques (Dexia, Axa, Fortis, ING ou KBC) pour leur demander de cesser tout investissement dans les sociétés actives en Birmanie. KBC et Axa ont été quantitativement peu interpellées, ce qui ne fut pas le cas des trois autres banques. Pourtant, contrairement à Dexia et ING, seul Fortis a réagi à l'appel de ses clients. Fortis déclare avoir pris ses distances avec le régime birman et confirme ne pas financer de projets et activités dans ce pays. Mais, la banque estime également que les faits reprochés à Total en Birmanie ne sont pas suffisants pour cesser de financer cette société.

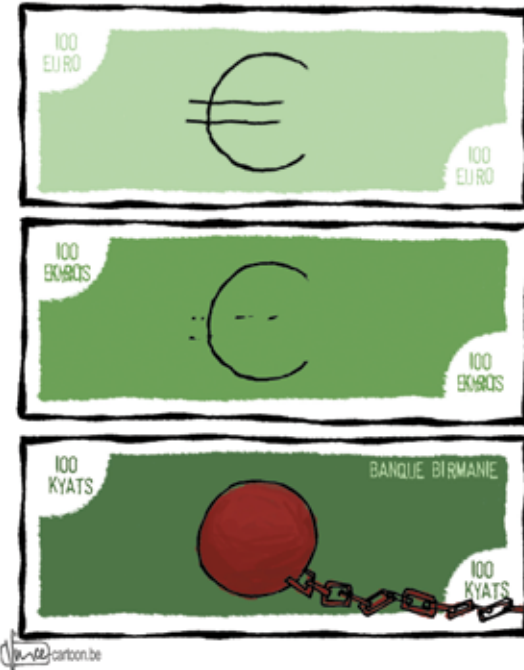
Le Réseau Financement Alternatif salue le geste de Fortis, seule banque qui ait pris le temps de répondre à l'interpellation de ses clients. D'autre part, il est juste d'ajouter que Fortis a toujours accepté de dialoguer avec le Réseau ou avec son homologue néerlandophone, Netwerk Vlaanderen. Mais le Réseau ne peut accepter la position de la banque suivant laquelle l'invest-

tissement dans des sociétés telles que Total ou d'autres présentes en Birmanie ne pose pas de problème:

- Total est le principal investisseur européen en Birmanie et, à ce titre, apporte une soutien financier à la junte militaire en place.
- Plusieurs autres entreprises ont quitté la Birmanie, refusant d'être complices de cette dictature. Les Etats-Unis interdisent que des sociétés américaines investissent en Birmanie.
- Aung San Suu Kyi, leader du parti démocrate birman et prix Nobel de la paix appelle les investisseurs étrangers à ne pas investir dans son pays.
- Nombre de réfugiés birmans ont lancé (notamment en Belgique) des actions contre Total.
- La société Total est exclue de nombreux fonds d'investissement éthique, au vu de ses agissements en Birmanie (dont les fonds de placement de Fortis: AlterVision et Evangelion).

Autant de faits qui, pour le Réseau Financement Alternatif, rendent inacceptables l'actionnariat dans une société telle que Total.

mon argent tue la démocratie



© cartoon.be

Il n'y a pas d'âge pour épargner solidaire

Triodos lance un nouveau produit solidaire: le compte d'épargne Junior. Ce nouveau produit bancaire a plus d'un tour dans son sac et préparera un petit bas de laine pour l'avenir de vos enfants tout en faisant du bien à l'homme et à la planète. Les sommes épargnées via le compte d'épargne Junior permettent à la banque d'octroyer des crédits à des projets ou organisations à plus-value sociale, environnementale ou culturelle mais aussi à soutenir des associations puisque Triodos reverse une petite partie de ses bénéfices à l'association que vous aurez désignée. Ce compte vous permet également de faire, si vous le désirez, un geste de solidarité supplémentaire en cédant une partie de vos propres intérêts à cette association. Triodos reversera en plus, pour tout premier versement de 100 euros, 10 euros à Plan Belgique, une ONG de développement pour les enfants. Pour souscrire à ce produit et désigner l'association bénéficiaire de votre choix, rendez-vous sur www.financite.be.



Le Réseau fêtera en décembre ses 20 ans.

20 ans et toutes ses dents

Le Réseau Financement Alternatif, éditeur du FINANcité Magazine, n'est pas une entreprise neuve, née avec la nouvelle vague du « socialement responsable », de l'« éthique » ou de l'« équitable ». C'est une femme dans la fleur de l'âge qui fêtera cette année, au mois de décembre, ses 20 ans! Le Réseau a été créé par sept associations qui ont souhaité unir leurs forces pour mettre en place, avec l'ex-CGER, l'épargne Cigale. En 1987 et dans les années qui suivirent, le Réseau a permis qu'un certain nombre d'associations obtiennent - via l'épargne Cigale - des financements alternatifs afin de développer leurs activités, en dehors de toute autre forme de subsides. C'est ainsi que Crédal, par exemple, la coopérative de crédit, a mis en place le fonds de garantie, qui, aujourd'hui encore, lui permet d'octroyer des microcrédits ou des crédits à la consommation socialement adaptés. En 2007, le Réseau garde toujours comme mission première le partage solidaire au profit de ses membres mais a, en plus, développé un pôle d'action-sensibilisation, dédié à la recherche sur la finance solidaire et à sa promotion auprès du grand public.

Le 7 décembre, le Réseau fête ses 20 ans et vous invite cordialement, à cette occasion, à sa fête anniversaire.

Venez nous rencontrer, découvrir la vision du Réseau sur la finance solidaire dans les années à venir et, surtout, profiter de ce moment pour écouter un concert de jazz et boire un verre en notre compagnie.

Invitation: Les 20 ans du Réseau

Date: le 7 décembre 2007

Lieu: Théâtre Jardin-Passion à Namur

Programme:

De 16 à 19 heures: assemblée générale (réservée aux membres)

A partir de 19 heures: cocktail d'initiation et animations diverses (spectacle musical)

Réservation obligatoire pour le 30 novembre au plus tard:

Par téléphone (02 / 340 08 60),

par email (info@rfa.be)

ou via Internet

(www.financite.be)

Plus d'infos sur le site www.financite.be



Tour de cochon

La Flouze Company World Enterprize vous souhaite la bienvenue! C'est dans cette entreprise qui emploie des milliers de personnes que postulent deux personnages, l'un sans scrupules, flanqué d'un cochon comme animal de compagnie et prêt à tout pour accéder au poste de directeur, et l'autre, honnête et attaché à des valeurs.

Tour de cochon est la nouvelle pièce de Transhumance, une compagnie jeune public dont le

directeur n'est autre que l'un des fondateurs des Baladins du Miroir. A travers cette nouvelle production, la compagnie fait prendre conscience aux enfants de 6 à 12 ans des rapports à l'argent et, comme le souligne Perrine Ledent, l'un des deux acteurs de la pièce, « que l'argent ce n'est pas la chose qui a le plus de valeur. Quand on ne voit que l'argent, on nie la personne. » Le spectacle tournera dès la rentrée scolaire.



Mise en scène:

Benoît Postic

Interprétation:

Perrine Ledent

et Ruben Garcia-Otero

Plus d'infos sur le site www.transhumance.be

L'électricité verte à moitié prix n'est plus un rêve

Nombreux sont ceux qui se sont abstenus de changer de fournisseur d'électricité et de passer à l'électricité verte en raison du prix élevé de ce type d'énergie. Cet argument fait désormais partie du passé grâce à la création de la coopérative Power4you qui propose aux particuliers une électricité verte jusqu'à 60 % moins cher.

Au moment de la libéralisation du marché, les organisations de consommateurs⁽¹⁾ réunies au sein du CRIOC⁽²⁾ ont chargé ce dernier de trouver un fournisseur qui proposerait un tarif avantageux tout en respectant un cahier des charges précis: l'obtention du label social belge obligeant l'entreprise et ses fournisseurs de matières premières et de services à respecter les normes de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), 60 % minimum d'énergie verte dans l'électricité proposée (en réalité, l'énergie proposée par le fournisseur choisi est 100 % verte), la mise sur pied d'un service de médiation où le CRIOC, en cas de litige, pourra rendre

un avis contraignant et enfin, une réduction importante sur ses tarifs. C'est la société Lampiris qui a remporté le marché.

Côté prix, il dépendra, d'une part, du gestionnaire de réseau et, d'autre part, du niveau de consommation du consommateur. Ainsi, le prix final ira, dans les meilleurs des cas, jusqu'à moins 59 % (dans le cas d'une consommation faible et d'un gestionnaire de réseau peu onéreux) à moins 10 % dans les moins bonnes conditions. Enfin, les contrats seront conclus à terme fixe pour une, deux ou trois années, suivant le choix du client. Quant au gaz, il suivra l'indexation normale et ne pourra subir des hausses de prix incontrôlées, comme ce fut le cas dernièrement.

Informations et inscriptions

sur le site www.power4you.be

(introduisez le code gain /P4u001/)

ou par téléphone au 0800/39 839

(citez le code gain /P4U001/)

Touring dans la tourmente totale

Le dossier spécial du numéro précédent du FINANcité Magazine était consacré aux investissements dans les sociétés actives en Birmanie et aux dégâts que de tels investissements pouvaient causer dans ce pays du Sud-Est asiatique. Beaucoup de nos lecteurs ont réagi et ont signé la carte postale demandant à leur banque de cesser de tels investissements. Mais il semble que la conscience de ces lecteurs aille encore plus loin. Un certain nombre d'entre eux, clients de Touring Assistance, déplorent le nouveau contrat de collaboration signé par Total et Touring dans le cadre de la carte essence. Indignés par un tel partenariat, ces clients souhaitent désormais résilier leur contrat avec la compagnie d'assurances. A la demande de ces citoyens outrés, FINANcité a fait parvenir une lettre à Touring Assistance pour lui signifier le courroux de certains de ses clients, lui rappeler les faits reprochés à la société Total et lui demander de revoir sa position de partenariat. Touring y a immédiatement réagi en nous envoyant une copie de la lettre destinée aux clients courroucés. La société d'assurances plaide pour sa totale neutralité qui « n'implique de [sa] part aucune quelconque prise de position, ni explicite, ni implicite quant aux décisions qui ne relèvent que de Total et de sa direction ». Touring ajoute que « [sa] décision n'a été guidée que par [son] seul souci de permettre à [ses] membres de bénéficier d'encore plus d'avantages. » Dont acte.

Prix Roger Vanthournout: 15 ans déjà



Pendant 10 ans, le prête-ouvrier caroloringien, Roger Vanthournout a formé aux métiers du bâtiment des jeunes en difficulté - créant ainsi ce que l'on nommerait aujourd'hui les entreprises de formation par le travail ou EFT. Depuis quinze ans, le Prix portant son nom est décerné chaque année pour promouvoir le secteur de l'économie sociale et l'emploi des personnes peu qualifiées. La sélection des nominés s'effectue sur la base de l'analyse de dossiers constitués en réponse à un appel d'offre. Le jury examine l'intérêt des projets présentés sous l'angle du respect des critères de l'économie sociale, de la viabilité du projet, de sa crédibilité financière, de la plus-value sociale, de la création d'emplois, de l'originalité et de l'objet d'affectation du Prix. Cette année, pour la quinzième édition, ce sont une entreprise wallonne, Phare, et une entreprise bruxelloise, SMart, qui ont remporté le Prix. Phare est une entreprise active dans l'horeca et le bâtiment visant à rester accessible aux plus « déstructurés ». Le montant de la bourse sera affecté à l'aménagement d'une partie du bâtiment en maison d'enfants. SMart est une association d'artistes professionnels qui s'occupe de gérer leurs contrats et les démarches administratives et charges sociales afférentes. SMart affectera la bourse à une recherche sur l'organisation et la structuration nécessaire au renforcement du processus démocratique et participatif au sein de l'association et au maintien des liens solidaires avec les nouvelles entités créées.

Les Midis Formations

Profitez de votre temps de midi pour en apprendre plus sur la finance éthique et solidaire.

Le Réseau Financement Alternatif vous invite, dès ce mois d'octobre, aux formations qu'il organise tout au long de l'année. La participation est gratuite mais l'inscription est vivement recommandée.

Programme d'octobre à novembre 2007

(à chaque fois de 12 à 14 heures):

1er octobre: Le statut juridique des financiers alternatifs

12 novembre: Le marché du microcrédit

3 décembre: Mettre en place sa propre coopérative

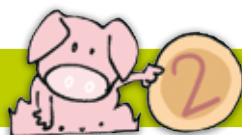
Pour vous inscrire, téléphonez au 02 / 340 08 60 ou envoyez un mail à info@rfa.be.

Formation gratuite à l'adresse bruxelloise du Réseau: 303-309, chaussée d'Alsemberg à 1190 Bruxelles.



(1) Côté francophone, il s'agit de l'Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes (MC), de la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (C.G.S.L.B.), du Centre Coopératif de l'Education Permanente, de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique (C.S.C.), de la Fédération belge de l'économie sociale et coopérative (Febecoop), de la Fédération Générale du Travail de Belgique (F.G.T.B.), des Femmes Prévoyantes Socialistes (F.P.S.), de la Ligue des Familles, de l'Office des Pharmacies Coopératives de Belgique (OPHACO), de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes et de Vie Féminine.

(2) Centre d'Information et de Recherche des Organisations de Consommateurs (www.crioc.be)



Investir son argent dans des projets sociaux, c'est possible!

Financité

Financité

Inscrivez-vous à la Dépêche FINANcité via www.financite.be.



FINANcité à Esperanzah!

MON ARGENT
N'EST PAS
TABOU!

FINANcité était présent, le week-end des 3, 4 & 5 août au festival *Esperanzah!*. La grande originalité de ce festival est de mettre au maximum en concordance la programmation musicale - autour de la musique du monde - avec l'éthique des partenaires, la mise en avant d'un commerce plus juste et un village associatif dédié à un thème précis : cette année celui de la souveraineté alimentaire.

? Une banque qui cède un pourcentage de ses bénéfices à des projets solidaires, ça existe ?
Réponse page 10



Ainsi, à côté des scènes musicales, des stands de nourriture, de boissons et de souvenirs en tout genre, un espace est réservé à la sensibilisation du public sur ce thème. Sur la Place des Possibles, les festivaliers pouvaient participer à des débats, des films, des animations et déambuler parmi quatre pôles associatifs. FINANcité faisait partie, avec quatre autres acolytes (Javva, le CADTM, Entraide et Fraternité et Intal), du pôle dédié à la mondialisation *Qui mange qui?*. Chaque association, à sa façon, a montré aux visiteurs de passage l'impact de la mondialisation sur les populations du Sud et leur impossibilité à s'assurer leur souveraineté alimentaire.

FINANcité a profité de l'occasion pour présenter sa campagne *Mon argent tue la dé-*

mocratie contre les investissements dans les sociétés actives en Birmanie et tenter de conscientiser les passants à l'utilisation faite par les banques de leur argent. En plaçant notre argent dans des produits bancaires non éthiques, nous risquons tous de soutenir, à notre corps défendant, une entreprise dont les activités vont à l'encontre de nos propres valeurs, comme celles du respect des droits humains.

Ce fut aussi l'occasion d'interroger quelques festivaliers avec une seule question : « Qu'est-ce que la finance solidaire et à quoi cela sert-il ? » Force est de constater que l'on confond finance éthique et finance solidaire mais cela représente tout de même un excellent début ! Merci à tous ceux qui se sont prêtés au jeu.

Qu'est-ce que la finance solidaire et à quoi ça sert ?



Sandrine Sandermans

Je ne me rendais pas compte mais c'est vrai qu'on est responsable de l'argent que l'on place et qu'il va forcément quelque part. Il faut donc être vigilant.



Santiago Fischer

C'est tout bête. C'est faire des placements éthiques et savoir que l'argent utilisé par les banques va dans des entreprises éthiques et pas dans n'importe quoi.



Nathalie Govaerts

C'est le fait que l'argent aille à des projets propres dans le respect de la nature et de l'être humain comme dans tout domaine finalement. Que ce soit la consommation ou la banque, c'est pareil.



M. Palumbo

A brûle-pourpoint, la finance éthique et solidaire, c'est d'essayer de ne pas penser qu'à soi-même. C'est de se dire que son argent peut être utile pour toute une série d'individus ou d'associations en difficulté et si mon argent peut les aider je trouverais ça pas mal.



Jérôme De Grave

Je pense que dans le monde dans lequel on vit, il faut arrêter de financer les grosses compagnies. Il y en a trop et, généralement, ça va toujours dans le négatif et pas dans le positif. Donc, si on finance solidairement, on va pouvoir peut-être changer les mentalités et le monde va évoluer.



Sébastien Richard

Je n'ai pas la moindre idée de ce que ça peut être. J'imagine que la finance solidaire est en rapport avec les pays du Tiers Monde. La finance solidaire serait une espèce d'entraide entre pays aux revenus différents, de façon à créer une sorte d'équilibre mondial.

FINANcité Magazine est une publication du RESEAU FINANCEMENT ALTERNATIF. Édité à 120 000 exemplaires, son but est de faire connaître la finance solidaire à un public le plus large possible.

Il est réalisé grâce au soutien de la Région wallonne et du Ministère de l'environnement de la Région de Bruxelles-Capitale et de nos partenaires : Crédal, la Fondation Saint Paul, le Fonds de l'économie sociale et durable, Ethias.

Rédaction et abonnement :
Chaussée d'Alsemberg 303-309 - 1190 Bruxelles
Tél.: 02 / 340 08 60 - Fax: 02 / 706 49 06 - www.financite.be

Pour vous abonner à FINANcité Magazine, il suffit de verser 10 € sur le compte 001-1010631-64 [4 n° par an].

Pour vous abonner au Cahier FINANcité, il suffit de verser 25 € sur le compte 001-1010631-64 [4 n° par an].

Editeur responsable: Bernard Bayot

Ont collaboré à ce numéro: Bernard Bayot, Annika Cayrol, Eric Dewaele, Régis De Muylder, Lise Disneur, Jean-Denis Kestermans, Nathalie Lemaire, Paul Masson, Benoît Mathieu, Laurence Roland.

Illustrations: Vince (www.vince-cartoon.be)

Graphisme et mise en page: Louise Laurent (www.louiselaurent.be)

Impression: Imprimerie Rémy Roto (www.remyroto.be)

DOSSIER



SOLIDARISONS NOTRE ÉPARGNE

→ LE DOSSIER FINANcité

Quel type d'investisseur êtes-vous?

Découvrez-le en répondant à ce quizz.

L'été n'est pas encore tout à fait terminé, les parasols peut-être pas tous rentrés, les crèmes solaires pas encore rangées et, pour certains, la rentrée scolaire n'a pas encore eu lieu. Voici de quoi prolonger encore un peu ce moment de grâce. Un vrai test psychologique qui vous révélera le type d'investisseur que vous êtes.

Même si vous estimez avoir trop peu d'argent pour pouvoir l'investir, votre relation à l'argent n'est pas neutre. Que vous en ayez un peu, beaucoup ou énormément, vous en faites une certaine utilisation: vous le dépensez, vous l'épargnez et, pour certains, vous l'investissez. Mais comment? Quelle personnalité se cache derrière votre rapport à l'argent?

Répondez à ces 10 questions et découvrez à la page suivante quel type d'investisseur vous êtes.

1 Le dernier téléphone mobile d'une marque célèbre vient de sortir sur le marché, que faites-vous ?

- (a) Rien. Pour vous, un téléphone sert à téléphoner et le vôtre fonctionne parfaitement.
- (b) Vous vous précipitez. Vous soudoyez un travailleur de la marque pour obtenir un laissez-passer et être dans les premiers à posséder ce prodige technologique.
- (c) Vous hésitez. D'un côté, vous savez que c'est une folie. De l'autre, vous vous dites que ce n'est qu'une folie.

2 Quand vous achetez des bananes, celles-ci doivent être :

- (a) Les moins chères possible, sinon c'est du vol.
- (b) Les plus équitables possible, sinon c'est de l'exploitation.
- (c) Les plus mûres possible, sinon c'est mauvais.



Dans le cadre de la campagne « Solidarisons notre épargne », le Réseau Financement Alternatif organise, près de chez vous, des formations-discussions sur la finance éthique et solidaire. Ces séances sont gratuites mais votre inscription est vivement souhaitée (par téléphone au 02 / 340 08 60, par e-mail (info@rfa.be) ou via le site www.financite.be).

PROGRAMME :

- Qu'entend-on par finance éthique et solidaire ?
- Faut-il être riche pour investir solidaire ?
- SICAV, compte d'épargne, part de coopérateur, assurances: comment choisir ?
- Quel est l'intérêt de recourir à la finance solidaire plutôt qu'à l'épargne classique ?
- Comment reconnaître un produit financier éthique et solidaire ?
- Quels types d'entreprises peuvent être soutenus grâce à la finance solidaire ?
- Questions-réponses

3 Votre compte d'épargne est :

- (a) Un compte d'épargne classique.
- (b) Un compte d'épargne solidaire.
- (c) Un compte d'épargne rentable.

4 Le réchauffement climatique et les autres préoccupations écologiques du moment :

- (a) Ça ne vous fait ni chaud ni froid.
- (b) C'est un frein au développement économique.
- (c) C'est une préoccupation grave dont vous devez absolument tenir compte.

5 Le proverbe ou la citation qui vous correspond le mieux :

- (a) On n'est pas propriétaire de ses biens, on en est gestionnaire. (Jean Legein)
- (b) L'argent est le plus court chemin vers le bonheur.
- (c) L'argent que je dépense pour moi peut être une corde à mon cou; l'argent que je dépense pour les autres peut me donner les ailes d'un ange. (Roswell Dwight Hitchcock)

6 Votre banque vous l'avez choisie parce c'était :

- (a) La banque la plus « propre ».
- (b) La banque de vos parents.
- (c) La banque la plus proche de chez vous.

7 Vous venez d'hériter une petite fortune d'une vieille tante inconnue, que faites-vous ?

- (a) Vous réfléchissez à un projet concret et placez le reste dans une coopérative de crédit qui investit dans l'économie solidaire.
- (b) Enfin! Vous allez pouvoir vous offrir ce dont vous rêviez: une voiture, un beau voyage et une grande maison.
- (c) Vous vivez déjà déceçment. Vous en gardez une partie pour vous et offrez le reste à vos proches.

8 L'argent, pour vous, ça sert à :

- (a) Aider les autres.
- (b) Faire de l'argent: on ne prête qu'aux riches.
- (c) Améliorer la société en l'utilisant de manière rationnelle.

9 Les magasins Oxfam, c'est :

- (a) Des magasins où l'on vend du café et des instruments de musique des pays du Sud.
- (b) Des magasins de commerce équitable.
- (c) Une nouvelle marque de bricolage.

10 A la fin de l'année, il vous reste une petite somme à placer. Vous choisissez de l'investir dans une société :

- (a) Qui respecte vos valeurs. Vous ne voulez pas investir dans n'importe quoi.
- (b) Dont le rendement est le plus élevé possible. Ce qui compte, c'est que votre argent rapporte un maximum.
- (c) Vous ne courez pas du tout après le rendement économique. Ce qui vous intéresse, c'est que votre argent puisse, même temporairement, en aider d'autres.

Comptez vos points et découvrez à la page suivante quel type d'investisseur vous êtes vraiment.

Questions :

- 1 (a) 3 points; (b) 1 point; (c) 2 points
- 2 (a) 1 point; (b) 3 points; (c) 2 points
- 3 (a) 2 points; (b) 3 points; (c) 1 point
- 4 (a) 2 points; (b) 1 point; (c) 3 points
- 5 (a) 3 points; (b) 1 point; (c) 2 points
- 6 (a) 3 points; (b) 1 point; (c) 2 points
- 7 (a) 3 points; (b) 1 point; (c) 2 points
- 8 (a) 3 points; (b) 1 point; (c) 2 points
- 9 (a) 2 points; (b) 3 points; (c) 1 point
- 10 (a) 2 points; (b) 1 point; (c) 3 points

Total de vos points: ...

Séances d'information

LA FINANCE ETHIQUE ET SOLIDAIRE : pour un rendement économique, social et environnemental de votre argent

DATES ET LIEUX DES SEANCES D'INFORMATION

DISON: Mardi 9 octobre de 20h à 22h au Château de Ottomont (Rue de Verviers, 203 4821 Andrimont)

LIÈGE: Jeudi 11 octobre de 20h à 22h à l'Association Sur'Cité (Rue Waleffe 2 (quartier Longdoz) 4020 Liège)

BRUXELLES (Jette): Jeudi 25 octobre de 20h à 22h au Centre Culturel de Jette (Boulevard de Smet de Naeyer 145 1090 Jette)

NAMUR: Mardi 6 novembre de 20h à 22h à la Salle de Conférences du Département de Mathématique FUNDP Bâtiment des Sciences Economiques et Sociales (2e étage) (Rempart de la Vierge 8 5000 Namur)

BRUXELLES (Etterbeek): Jeudi 8 novembre de 19h45 à 22h dans les Locaux d'ATD Quart Monde (Avenue Victor Jacobs 12 1040 Etterbeek)

FLORENVILLE: Mardi 20 novembre de 20h30 à 22h30 à l'Espace-Florenville (site de la mairie) (Rue du Château 3, 6820 Florenville)

MONS: Jeudi 22 novembre de 20h à 22h aux FUCaM (Facultés Universitaires Catholiques de Mons) (Local 22 - 2^e étage, Chaussée de Binche 151, 7000 Mons)

TOURNAI (Peruwelz): Mardi 4 décembre de 19h30 à 21h30 à la Maison du village de Wasmes (Place du Village 7604 Wasmes)

OTTIGNIES: Jeudi 6 décembre de 20h à 22h à la Maison de la Citoyenneté (Rue des Deux Ponts 15 1340 Ottignies)

D'autres dates et lieux viendront s'ajouter. Pour les connaître, consultez www.financite.be.



Distribuez le FINANcité Magazine dans votre quartier. Finan*cité*

Finan*cité* Intéressé par nos idées? Devenez membre du collège citoyen.



Quel type d'investisseur êtes-vous ?



Si vous totalisez entre 10 et 13 points, vous avez le profil de:

Tryphon Duvicé

LE RAPACE SANS FOI NI LOI

Si vous n'êtes pas Tryphon Duvicé, c'est que vous êtes son frère et c'est un miracle que vous soyez tombé sur cette lecture. Pour vous, la belle vie, c'est pouvoir profiter comme bon vous semble de votre argent, que vous estimez d'ailleurs amplement mérité. Vous travaillez dur pour ça et souvent beaucoup. Vous aimez la bonne chère et votre cher 4x4.

Pour vous, l'argent n'a pas d'autre fonction que de faire plus d'argent. Vous avez bien une demi-conscience de ses implications sociales et environnementales mais, franchement, le système dans lequel on vit ne peut fonctionner que grâce à des investissements très rentables. Vous trouvez tout à fait normal de profiter des fruits de vos investissements.

Les fadaïses que vous entendez parfois lors de dîners vous font sourire. C'est bien beau de vouloir contraindre les entreprises à moins polluer, à défendre les minorités, à ne pas délocaliser, à garder les plus âgés même s'ils coûtent plus cher. C'est oublier un peu vite que ces entreprises-là, même si elles ne sont pas parfaites, donnent du boulot à d'autres. Et du boulot, il y en a. Il suffit de vouloir et de se bouger.

Côté investissement, vous vous intéressez aux différentes formes de placements. Ce qui vous parle avant tout, c'est le rendement financier. Vous jonglez avec les actions, les fonds et tout autre véhicule: fonds de fonds, hedge funds, warrants, produits dérivés, etc. L'activité financée derrière ne vous intéresse pas, pourvu que le rendement soit au rendez-vous.

NOTRE CONSEIL: Attention, M. Duvicé, la finalité de votre argent vous échappe: une partie aboutit effectivement dans les caisses de la société qui pourra l'utiliser pour développer ses activités mais lesquelles? La production d'armes, la construction d'un barrage qui débouchera sur l'expulsion de milliers de personnes. Attention, M. Duvicé, *In cauda venenum!* ⁽¹⁾



Si vous totalisez entre 22 et 25 points, vous avez le profil de:

Renée Parnétique

L'INVESTISSEUR CONSCIENTISÉ

Pour vous, c'est aussi sûr que 2 et 2 font 4. Vous partez à l'assaut des multinationales, la fleur aux dents. Il est hors de question que vous financiez des sociétés qui ne respectent pas les valeurs auxquelles vous tenez ou que vous confiez votre argent à la banque sans savoir ce qu'elle en fait. Ça fait longtemps que toute - ou à peu près toute - la fortune que vous possédez est sur des comptes d'épargne éthique ou placée dans des fonds éthiques. Vous n'êtes pas forcément riche mais pour vous l'argent doit servir à faire le bonheur et pas uniquement le vôtre. Vous n'êtes d'ailleurs pas contre les produits solidaires mais souscrire à ce type de produits n'est pas encore un choix évident pour vous.

NOTRE CONSEIL: Continuez, vous êtes sur la bonne voie! Les dieux aident ceux qui agissent.



Si vous totalisez entre 14 et 17 points, vous avez le profil de:

Jean Nérienàfer

LE DISTRAIT

Vous avez le bénéfice de la distraction. Malgré vos quelques investissements boursiers, vous vous y connaissez finalement peu. Vous vous contentez le plus souvent de suivre les conseils de votre banquier ou de personnes autorisées. Vous entendez bien autour de vous qu'il y a certaines préoccupations dans l'air du temps: le réchauffement climatique, la pollution, mais, franchement, vous n'avez pas l'impression d'y être pour grand-chose, ni de pouvoir agir.

Il en va de même pour vos investissements: les conditions de travail déplorables imposées par certaines entreprises, les licenciements massifs opérés pour augmenter le cours d'une action, le harcèlement moral, vous en avez entendu parler et vous avez le vague sentiment que cela n'est pas correct mais, en même temps, vous n'avez pas vraiment l'impression que cela vous concerne. Et d'ailleurs, comment auriez-vous pu le savoir?

Les placements éthiques, vous ignorez ce que c'est ou, alors, vous en avez entendu parler, mais il vous semble que ce n'est pas rentable. Bref, vous n'aviez jamais imaginé que votre argent avait un certain pouvoir en fonction de l'endroit où vous l'investissiez.

NOTRE CONSEIL: A l'avenir, renseignez-vous un peu. Ouvrez grand vos narines et votre FINANcité, l'argent a une odeur. Toutes les entreprises ne méritent pas que leurs activités soient soutenues et développées avec les économies de votre grand-mère! *Macte animo! Generose puer, sic itur ad astra.* ⁽²⁾



Si vous totalisez entre 26 et 30 points, vous avez le profil de:

Alain Vestitoutsolidaire

LE GÉNÉREUX SOLIDAIRE

Alain, vous êtes un militant né, l'éternel caliméro dans un monde trop injuste. Vous êtes le champion toute catégorie des investissements. Pour vous, l'argent, il en faut suffisamment pour vivre, de préférence correctement. Pour le reste, si vous en avez plus que nécessaire, vous ne voyez pas l'intérêt d'aller le placer pour qu'il vous rapporte quelques euros de plus. Vous ne voulez pas forcément le donner, vous voulez juste le mettre à la disposition d'autres qui en ont besoin maintenant. Il sera toujours temps pour vous de le récupérer plus tard. Vous avez donc un compte d'épargne éthique et solidaire et vous êtes actionnaire dans une ou plusieurs coopératives. En bref, vous avez fait de la solidarité un art de vivre.

NOTRE CONSEIL: Pas de conseil à vous donner mais plutôt à vous demander. Si vous faites partie de cette catégorie, la rédaction du FINANcité Magazine est toujours intéressée à entendre ou lire votre témoignage qu'elle transmettra aux autres lecteurs. *Beatus qui prodest quibus potest.* ⁽⁴⁾



Si vous totalisez entre 18 et 21 points, vous avez le profil de:

Amédée Japensé

LE BOBO INTERPELLÉ

Le moins que l'on puisse dire, c'est que vous êtes conscientisé. Vous adorez deviser devant un bon verre de vin des heures durant avec vos amis à propos des sujets écologiques de notre époque. Mais que reste-t-il, le lendemain, de vos bonnes paroles mis à part une légère gueule de bois? Certes, tant que c'est possible, vous prenez le train plutôt que la voiture, contrôlez votre consommation d'énergie, recyclez consciencieusement vos déchets.

Quant à l'argent, vous trouvez qu'il est nécessaire, voire même qu'il contribue à un certain bonheur mais vous gardez la tête froide. C'est pour vous un moyen et non une fin. Vous trouvez qu'il n'y a pas de honte à être riche et à profiter de son argent mais qu'il faut savoir raison garder.

Les placements éthiques et solidaires, vous connaissez. Vous trouvez ça d'ailleurs fort bien car le système purement capitaliste vous gêne. Vous sentez que quelque chose ne tourne pas rond et même que cela ne peut pas durer. Pourtant, les quelques investissements que vous avez faits sont tout à fait classiques et sans considération éthique ou solidaire. Ça fait longtemps que vous vous dites que vous devriez changer mais, jusque-là, vous n'avez pas encore fait le pas. Disons que l'occasion ne s'est pas encore présentée. Votre devise est un peu: j'y pense et puis j'oublie.

NOTRE CONSEIL: Passez à l'acte! Vous avez toutes les cartes en main. Courez vous renseigner. Ce n'est pas compliqué et ça peut rapporter gros pour la planète et ses habitants. Avouez qu'il suffirait de peu pour placer votre argent en accord avec vos idées. *Hardi moussaillon, age quod agis!* ⁽³⁾

Quelques sites pour mieux comprendre ce qu'est la finance éthique et solidaire:

www.ethibel.org
www.financite.be
www.rfa.be
www.netwerkvlaanderen.be (en néerlandais)
www.alterfin.be
www.credal.be

(1) Dans la queue, le venin!
(2) Courage noble enfant! C'est ainsi que l'on s'élève vers les étoiles.
(3) Fais ce que tu fais (ce que tu as à faire maintenant).
(4) Heureux qui vient se rendre utile à ceux qu'il peut aider.

La finance solidaire: épargner pour soi et pour les autres

Ce n'est un secret pour personne, l'argent est partout, au centre des relations commerciales. On le dépense, on l'épargne, on l'investit et, s'il en manque, on peut en emprunter à la banque pour créer ou développer ses activités. Parfois diabolisé et réflecteur de nos montées individualistes, il peut aussi s'avérer être un outil de solidarité au service de l'homme.

Mais, comme le disait Paul-Loup Sulitzer, *un banquier ne vous prête de l'argent que dans la mesure où vous n'en avez pas besoin. Si vous avez vraiment besoin d'argent, c'est que vous êtes dans une situation désespérée. Et dans une situation désespérée, vous n'intéressez pas un banquier.* En effet, la banque ne finance que des activités qu'elle juge peu ou pas risquées et surtout rentables, même si parfois ces activités se déploient au détriment de l'homme ou de l'environnement.

Il n'est pas rare d'entendre des groupements citoyens, a priori ou a posteriori, s'élever contre le financement de certains projets: ici la création d'un barrage mettant à mal le système écologique et économique d'une région entière, là le développement d'un centre commercial excentré de la ville et de ses habitants, ici encore, la délocalisation de multinationales, etc.

L'argent peut aussi servir à ... faire de l'argent. Totalement séparé de l'activité, il devient alors l'affaire d'une poignée de spéculateurs. C'est la grande roue d'un capitalisme débridé dont même les plus grands économistes libéraux actuels commencent à avoir peur.

L'économie sociale et solidaire tire ses ressources des activités commerciales qu'elle développe, bien sûr, mais aussi, de l'argent qu'elle reçoit ou qu'elle emprunte pour développer ses activités.

UNE AUTRE ÉCONOMIE

A l'opposé d'une économie dépersonnalisée et déshumanisée, il existe la finance éthique et solidaire, celle qui, tout en soutenant une activité économique, permet de sortir des personnes défavorisées de la précarité, permet à des personnes qui ne trouvent pas de solutions de financement auprès des banques de créer leur activité, celle enfin qui fait émerger une économie au service de l'homme en instaurant des relations de travail démocratiques entre les travailleurs. En d'autres termes, une économie qui permet d'augmenter la cohésion sociale entre les individus.

Toute comme l'économie classique, l'économie sociale et solidaire tire ses ressources des activités commerciales qu'elle développe, bien sûr, mais aussi de l'argent qu'elle reçoit ou qu'elle emprunte pour développer ses activités. Cet argent provient des produits de placements éthiques et solidaires. Ce sont des produits financiers classiques (compte d'épargne, SICAV, fonds de placement, actions, obligations) dont une partie ou la totalité de l'argent investi sert à développer les activités de l'économie sociale et solidaire. Tout le monde peut investir dans ce type de produits: tant les particuliers que les institutionnels.

Les produits de partage solidaire



Les produits de partage solidaire sont des produits financiers traditionnels (compte d'épargne, fonds de placements, assurances,...) dont une partie des bénéfices dégagés par le placement de l'épargne est reversée à un projet ou à une association solidaire, généralement choisie par l'épargnant.

En fonction du mécanisme de solidarité en vigueur pour le produit choisi, la partie rétrocédée à l'association sera soit uniquement à charge de la banque (elle reverse une partie des droits d'entrée ou de gestion, par exemple), soit uniquement à charge de l'épargnant (ce dernier reverse un pourcentage de ses intérêts), soit à charge des deux.

Les produits d'investissement solidaire



Les produits d'investissement solidaire marquent, quant à eux, un engagement supérieur de la part de l'épargnant. Il consiste à investir *directement* dans des actions, obligations, parts sociales d'organisations à finalité sociale. Cette fois, c'est la totalité de la somme placée qui servira au développement des activités des organisations en question. Autrement dit, l'épargnant, plutôt que de placer son argent dans une société commerciale dont il attendra la rentabilité économique la plus haute possible, devient actionnaire d'une coopérative, d'une association, d'un projet à finalité sociale. La rentabilité sera financière mais surtout sociale puisque cette solution permet de financer des projets sociaux, de prêter de l'argent pour des projets qui ne trouvent pas de financement auprès des banquiers classiques (les crèches, par exemple) ou encore, de financer la création de coopératives.

Un des premiers produits d'épargne solidaire en Belgique...

... fut le compte d'épargne Cigale de l'ex-CGER, maintenant aux mains de Fortis. Créé en 1987, ce compte d'épargne existe toujours mais, a subi quelques modifications au cours du temps. Au départ, la banque payait un pourcentage de l'encours aux associations bénéficiaires. Aujourd'hui, elle offre une somme forfaitaire annuelle. Le compte Cigale permet toujours à l'épargnant de céder une partie de ses intérêts à l'association de son choix.

PAS D'ETHIQUE SANS SOLIDARITE

Les produits financiers solidaires sont avant tout éthiques.

Qu'entend-on par placement éthique ?

Toutes les banques ou presque proposent des placements éthiques. Ils vous donnent, par l'intermédiaire de fonds de placement ou de compte d'épargne, l'opportunité de placer votre argent dans des entreprises et/ou des projets qui, au-delà des critères financiers traditionnels, respectent des valeurs sociales, humaines et environnementales précises. Lorsque le gestionnaire d'un fonds choisit les entreprises qui y seront présentes, il peut appliquer différents filtres: *exclure* des sociétés travaillant dans certains secteurs d'activités comme la production d'armes, de tabac, d'alcool, etc. Il peut aussi décider d'*inclure* des entreprises qui, par rapport à leurs concurrentes, ont un meilleur score en matière de gestion du risque environnemental, de gestion de ses relations avec les travailleurs, les fournisseurs ou les syndicats, etc.

La teneur éthique d'un produit financier peut être variable. Elle est déterminée soit par le promoteur du produit lui-même sur la base de son cahier des charges, soit par un organisme indépendant spécialisé dans l'évaluation des entreprises.

Qu'entend-on par placement solidaire ?

Certains produits financiers vont encore plus loin. En plus d'être éthiques, ils sont solidaires. Ils génèrent une plus-value sociale en finançant des activités de l'économie sociale et solidaire. De nombreuses formules existent sur le marché belge. L'éventail des produits proposés permet de choisir un projet en accord avec ses propres centres d'intérêt et sensibilités: action sociale, développement local, défense des droits humains, culture, éducation, environnement ou coopération Nord-Sud. Il y en a pour tous les goûts. La grande majorité est accessible à la plupart d'entre nous puisque certains placements démarrent à 10 €.

Les produits solidaires se divisent en deux catégories: les produits financiers avec partage solidaire et les produits d'investissement solidaire.

Vous trouverez la liste des produits éthiques et solidaires sur le marché belge en page 16. Pour souscrire à l'un de ces produits et désigner directement une association bénéficiaire, visitez www.financite.be.



LE DOSSIER FINANCITÉ

LA FINANCE SOLIDAIRE POUR UNE ÉCONOMIE PLUS HUMAINE

Damned! L'entreprise démocratique existe!

Le terme de coopérative évoque souvent le secteur agricole. Mais il existe aussi un certain nombre de coopératives commerciales. Vues de l'extérieur, elles ressemblent à des entreprises classiques. Pourtant à l'intérieur...

C'est le cas de Damnet. Créée en 1999, cette coopérative propose des services informatiques à des clients du secteur public, privé et associatif. L'entreprise est principalement axée sur la gestion des parcs informatiques.

Pour le client, rien ne change. Il obtient des services identiques à ceux qu'il recevrait dans une entreprise classique. Mais c'est en interne que la différence se manifeste. L'administrateur délégué de Damnet, Jean-François Coutelier, résume cet état d'esprit en une phrase: *faire de l'économie autrement.*

UNE STRUCTURE DÉMOCRATIQUE

La différence de structure se marque au niveau de l'implication du personnel, de la transparence et du processus démocratique qui régit les organes décisionnels de l'entreprise.

Le principe *sine qua non* de la coopérative veut que ce soit les employés qui la dirigent. Dans les faits, cela signifie que Damnet invite fortement les membres de son personnel à devenir, après un an, associés en achetant une part de leur entreprise. Cette part leur donne droit à participer et à voter à l'assemblée générale. Mais Damnet pousse encore plus loin le processus démocratique. Le fonctionnement général des coopératives prévoit qu'une part donne droit à une voix, mais ici, le prin-

cipe veut qu'un homme (ou une femme) soit égal(e) à une voix, quel que soit le nombre de parts qu'il (elle) possède. Damnet ne connaît donc pas le phénomène du «petit actionnaire». L'assemblée générale nomme le conseil d'administration aux réunions duquel assistent également deux membres du personnel. Enfin, la réunion de staff est l'occasion pour tous les membres du personnel de s'exprimer sur les choix de l'entreprise.

Cette implication ne serait-elle pas une forme de néo-esclavagisme? «Dans ce cas, répond M. Coutelier, il faudrait parler d'auto-esclavagisme. S'il est vrai que l'on demande à notre personnel de s'impliquer tant au niveau décisionnel qu'au niveau des heures de travail, c'est un choix de la personne. Il est arrivé une seule fois qu'un membre de notre personnel nous quitte pour cette raison. Tandis que beaucoup d'entre nous cherchent un sens à leur travail, pour comprendre, interférer et agir dans le cadre de leurs activités professionnelles, d'autres choisissent un travail moins contraignant, qu'ils considèrent comme une manière de gagner de l'argent pour développer, en dehors, un espace de loisirs.»

Une telle immixtion du personnel effraie souvent les patrons qui craignent que le personnel ne soit pas capable de comprendre certaines situations. En réalité, c'est tout le contraire, estime Jean-François Coutelier. «Le fait de savoir comment et pourquoi on joue,



LE DOSSIER FINANCITÉ

LA FINANCE SOLIDAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'ACTIVITÉS LOCALES

Quand un ange passe... par Saint-Gilles

Les crèches et les garderies, tous les jeunes parents qui travaillent vous le diront, sont rares et chères. Les autorités communautaires font ce qu'elles peuvent dans ce domaine mais c'est loin d'être suffisant pour couvrir les besoins et l'ONE, pour donner son agrément, a des exigences rigoureuses et des procédures administratives qui pourraient freiner certaines initiatives privées.



Après 5 mois d'existence, le nouveau projet de crèche à Bruxelles est déjà un succès.

Françoise Lahaye, 46 ans, après avoir travaillé comme assistante sociale puis dans plusieurs crèches a voulu relever le défi, faire le pas et ouvrir sa propre crèche. «C'est vraiment un choix de me lancer comme indépendante, déclarait-elle à la conseillère MC² de Crédal. J'ai été déçue par mon expérience de salariée dans la dernière crèche. Après des expériences négatives en tant qu'employée, je sais ce que je veux faire et ce que je ne veux pas faire. Je veux une crèche modèle, impeccable et bien structurée. Ce sera une grande satisfaction personnelle.»

Elle a trouvé rue d'Ecosse à Saint-Gilles, quartier de la capitale où il y avait une grande demande, un rez-de-chaussée à louer. Trois pièces enfilade «où on a tout sous les yeux» avec une cuisine, une salle de bain, une toilette et un jardin de plain-pied. Ces locaux étaient, avant son arrivée, une école pour kinés. Elle les a rapidement transformés en vue de leur nouvelle destination. La crèche a une capacité d'accueil de seize enfants et est ouverte cinq jours par semaine. Cinq mois après l'ouverture, c'était complet, bien qu'il existât d'autres crèches dans la commune.

Françoise Lahaye qui a été agréée par Kind & Gezin, le pendant flamand de l'ONE, travaille elle-même comme gérante indépendante. A partir de septembre, elle sera aidée par une ancienne collègue qu'elle a engagée comme salariée. Le compagnon de Mme Lahaye se charge de faire les courses et s'occupe également de la maintenance (entretien et bricolage).

UN PROJET DE LONGUE HALEINE

Au lancement de son projet, en octobre 2006, Mme Lahaye a obtenu de Crédal et du Fonds de Participation, un crédit de 24.948 €. Malheureusement, en raison de problèmes administratifs, elle a été contrainte d'attendre février de cette

année pour accueillir les premiers petits anges, comme elle aime à appeler les enfants qui lui sont confiés. Conséquence: cinq mois de loyer sans aucune rentrée financière. Elle a donc demandé à Crédal un support de 7000 € comme fonds de roulement. Ce qui lui a été accordé en raison des bonnes relations qu'entretenaient les deux partenaires depuis le début de l'aventure.

Grâce à ces prêts, le projet de Françoise Lahaye est devenu réalité et se développe aussi bien qu'elle pouvait l'espérer. «Je suis fière, dit-elle, d'avoir réussi ce que je voulais. J'exerce le métier que j'aime et je puis me vanter d'avoir donné un emploi à quelqu'un. et de créer des échanges: il n'y a parmi nos enfants aucune discrimination et c'est très enrichissant.» Elle a appelé sa crèche *Un ange qui passe.*

Paul Masson

Microcrédits, petits coups de pouce

Quel est le problème? Des petits commerçants, artisans et autres veulent monter ou développer une affaire. L'investissement de départ n'est pas lourd, mais impérieux. Ils recherchent un financement mais se heurtent souvent à la réticence des banques. Soit parce que celles-ci doutent de la rentabilité de l'investissement, soit que les petits crédits ne les intéressent pas. Quand elles jouent le jeu, les banques octroient des prêts personnels plutôt que professionnels. Ces prêts aux taux lourds sont inadaptés à l'activité concernée et entretiennent des risques d'ordres privé et patrimonial en cas d'échec commercial. C'est ici qu'interviennent des organismes de crédit qui ont vocation à soutenir les petites entreprises grâce aux microcrédits. Ceux-ci furent d'abord conçus pour lancer des projets dans des pays en voie de développement. La formule fut ensuite adaptée aux pays développés pour soutenir les micro-entreprises et lutter contre l'exclusion sociale. Ce fut, au départ, le travail des organismes de crédit social, comme Crédal, puis la Région wallonne très vite, les a encouragés et soutenus.



CREDAL
Place de l'Université, 16
1348 Louvain-la-Neuve
Tél. 010/48 33 50
ou visitez www.credal.be

J'exerce le métier que j'aime et je puis me vanter d'avoir donné un emploi à quelqu'un.

Françoise Lahaye, gérante de la crèche *Un ange qui passe.*



L'équipe de Damnet au grand complet. De gauche à droite: Pascale Friart, Jean-François Coutelier, Jérôme Decocq, Miguel Mendes, Jérôme Herman et Anne-Françoise Rulmont.

fait que tout se passe bien et que les membres de l'équipe comprennent des décisions parfois difficiles, telles le besoin de se séparer d'un membre du personnel pour sauver la situation financière de l'entreprise.»

Le fonctionnement de la coopérative se distingue également sur la base de la redistribution limitée de son bénéfice. Damnet en pla-

fonne la redistribution à 6 % - le maximum autorisé pour être agréé par le Conseil National de la Coopération - à ses actionnaires, le reste étant réinjecté dans la coopérative. Le but premier est donc de trouver un équilibre entre la rémunération des actionnaires et le risque qu'ils encourent en investissant dans la coopérative.



LE DOSSIER FINANCITÉ

LA FINANCE SOLIDAIRE CONTRE L'EXCLUSION SOCIALE

La formation dans les prisons, premier pas vers la sortie

Vingt-cinq ans, dans la vie d'une association, cela compte. Il y a quelques mois, l'Adeppi (atelier d'éducation permanente pour personnes incarcérées) soufflait ses 25 bougies. Autant de temps passé entre les murs des prisons, à dispenser aux détenus des cours d'alphabétisation ou de remise à niveau.

Une formation, c'est déjà un pied dehors. J'ai eu un élève qui maîtrisait à peine le français à seize ans. Il a fini par décrocher un graduat en informatique.

J.-P. Degreef

Quand l'Adeppi a commencé ses activités, il n'existait absolument rien en matière de formation en milieu carcéral», se souvient l'un de ses plus anciens membres. Comptable et éducateur spécialisé, Jean-Pierre Degreef est entré à l'Adeppi voici 24 ans. Autant d'années de passion. «La prison était alors un désert éducatif et culturel, avec une forte demande de formation de la part des détenus. Pour occuper leur temps, bien sûr, mais aussi parce que certains se rendaient compte que le manque d'éducation n'était pas pour rien dans leurs déboires.» Née en 1981, l'Adeppi se concentre essentiellement sur la remise à niveau de gens désireux de suivre une formation professionnelle. «Vous n'imaginez pas comme le niveau d'éducation est bas! Or comment peut-on devenir peintre en bâtiment si l'on ne sait même pas calculer la surface d'un mur?»

RELEVER LA BARRE

En 1989, soutenue par l'Unesco, l'association lance une étude sur le niveau scolaire des détenus. Le constat est sans appel. 12 % sont analphabètes, 29 % n'ont aucun diplôme et 74 % ne possèdent pas de diplôme supérieur au certificat d'études de base délivré en fin de primaires. «Ces maigres résultats ne sont pas sans rapport avec l'origine sociale des détenus: 75 % sont issus de classes peu favorisées,

Jusque là, nous avions joué un rôle d'avant-garde. Mais petit à petit, d'autres associations sont nées, des cours de promotion sociale ont vu le jour. En 1990, les détenus suivant une formation ont enfin pu acquérir le statut de détenu étudiant. Avant, les cours entraînaient en concurrence avec le travail.» Or qui dit travail, dit rémunération. Disposant rarement de revenus extérieurs, les personnes incarcérées doivent occuper un poste afin de «cantiner»: acheter du savon, des rasoirs,... Ce statut leur garantit une allocation d'étude équivalente à la rémunération d'un détenu qui travaille.

UN DIPLÔME, LA VOIE DE LA LIBERTÉ

Les cours donnés par Jean-Pierre Degreef préparent à l'examen en connaissances de gestion de base organisé par le SPF Classes moyennes. «Ce diplôme permet de devenir indépendant. L'examen est difficile et représente un gros investissement personnel. Après leur réussite, j'ai vu des détenus pleurer en téléphonant à leurs grands-parents afin de leur annoncer la nouvelle. Vous savez, une formation, c'est déjà un pied dehors. Certains détenus arrivent loin. J'ai eu un élève qui maîtrisait à peine le français à seize ans. Il a fini par décrocher un graduat en informatique.»

L'Adeppi est un des membres fondateurs de la Fafep, la fédération des associations de

CÔTÉ BUSINESS

Damnet continue sa progression. Pour encore mieux répondre à la demande de ses clients, la société compte augmenter l'éventail des services offerts par l'intermédiaire d'un groupement de coopératives, créé sur le modèle de Mondragon Cooperative Corporation en Espagne⁽¹⁾. Une telle structure permet à chaque activité de garder sa propre dynamique tout en s'inscrivant dans un projet coopératif.

La structure coopérative permet donc la création d'une activité commerciale qui ressemble en tous points à ses sœurs commerciales classiques en même temps qu'elle offre à ses employés une plus grande sécurité puisque les grandes décisions, telles que le rachat de l'entreprise ou la délocalisation, ne peuvent jamais se faire sans l'aval des coopérateurs. Une expérience intéressante pour peu que la distribution des bénéfices ne soit pas le souci premier et que le partage du pouvoir puisse être accepté.

L. R.

Le principe sine qua non de la coopérative veut que ce soit les employés qui la dirigent.

? Comment faire pour réduire au minimum nos déchets?
Réponse page 13

(1) MCC est le septième groupe industriel en Espagne. Fin 2004, le groupe occupait 70 844 travailleurs. MCC se donne les objectifs d'une entreprise compétitive sur les marchés internationaux, par l'utilisation de méthodes démocratiques d'organisation de la société, la création d'emploi, la promotion humaine et professionnelle de ses travailleurs et l'engagement de développement de son environnement social (Wikipedia).



La prison est un temps d'enfermement mais pour certains, il peut aussi devenir un temps de formation.

rappelle Jean-Pierre Degreef. A l'heure actuelle, la situation doit s'être encore dégradée.»

Les années 90 constituent une période charnière.

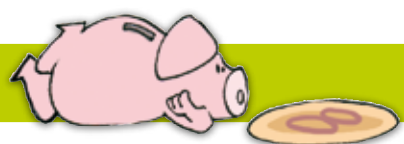
Aujourd'hui, la liste des activités proposées aux détenus par les différentes associations est plus étoffée: formations, culture ou sport. Mais il reste du pain sur la planche: les bénéficiaires restent minoritaires. Et même les plus motivés se retrouvent parfois sur la liste d'attente, faute de place.

Benoît Mathieu

www.adeppi.be

ethias

Parmi la gamme de produits d'Ethias, BOOST Ethico, compte assurance de la branche 23, vous permet d'investir dans des entreprises répondant à des normes strictes en matière d'éthique, notamment en matière d'environnement, de commerce équitable et de droit du travail international. De plus, BOOST Ethico vous permet d'offrir partie ou totalité de votre bénéfice annuel à des associations telles que l'Adeppi, membre du Réseau Financement Alternatif, partenaire d'Ethias. Pour la fiche info BOOST Ethico, surfez sur www.ethias.be ou appelez le 0800 32 330.



Conciliez finance et citoyenneté. Financité

Financité

Épargnez utile via www.financite.be.





Jusqu'où ira votre banque dans le partage solidaire ?

Les produits de partage ne sont pas légion. Si, d'année en année, leur nombre reste stable, les banques rechignent de plus en plus à mettre la main au portefeuille. Soit qu'elles diminuent le pourcentage qu'elles cèdent sur leur bénéfice, soit qu'elles laissent la commission solidaire uniquement à charge de l'épargnant. Mais des exceptions existent. En France, la Caisse d'Epargne a décidé de s'engager pleinement sur la voie du solidaire. Les banques belges suivront-elles le mouvement ?

Les Caisses d'Epargne, la « banque à l'écureuil », sont une institution française. Créées en 1818 pour mutualiser l'épargne des ouvriers, elles sont devenues aujourd'hui des banques coopératives offrant toute la gamme des produits et services que peut apporter une banque classique.

En juin dernier, le Groupe Caisse d'Epargne a fait savoir qu'il s'engageait fermement et à long terme sur le chemin du développement durable. Bientôt, la banque marquera l'ensemble de ses produits et services financiers d'une étiquette éthique. Cette nouvelle notation prendra en compte les risques financiers, l'intensité directe du carbone que ces produits et services provoquent ainsi que l'inten-

sité indirecte que les activités financées par ces produits et services produisent et, enfin, l'intégration de critères sociaux et environnementaux.

Les modalités d'application de cette méthode de notation ne sont pas encore complètement au point et posent encore question. Concernant les émissions directes, le groupe sortira le bilan carbone global de l'ensemble des Caisses d'Epargne, suivant la méthode de l'ADEME, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie⁽¹⁾. Pour les émissions indirectes, les choses ne sont pas encore totalement définies. Jusqu'à présent, le Groupe Caisse d'Epargne a organisé une réunion avec les quatre parties prenantes qui ont ac-

cepté de se lancer dans l'opération avec elle : l'ADEME, le WWF, Les Amis de la terre, et Testé pour vous. La Caisse d'Epargne compte s'inspirer de ce qui existe déjà sur le marché. En Angleterre, par exemple, Truecost⁽²⁾ a déjà mis au point une telle méthodologie. L'étiquetage devrait être prêt en 2008. Une fois définie, la méthodologie – fait unique – sera publiée pour être utilisée par d'autres organismes financiers.

La banque s'engage aussi à réduire de 3 % ses propres émissions de carbone directes et compte développer son offre en produits d'épargne et d'investissement socialement responsable mais surtout – alors que le financement des projets de microcrédits et des projets d'économie sociale est déjà une de ses missions premières – le Groupe Caisse d'Epargne ira encore plus loin en reversant, dès 2008, 1 % de l'équivalent de son bénéfice à des projets solidaires.

Par ces nouvelles dispositions, le Groupe Caisse d'Epargne veut renforcer et rendre plus visible sa mission de responsabilité sociale. Cette démarche, loin de s'arrêter à quelques produits ou quelques pans du système financier de la banque, se systématisera suivant plusieurs axes de travail. Autant d'idées dont les banques belges, même les plus grandes, pourraient s'inspirer.

L. R.

(1) Méthode de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre à partir de données facilement disponibles pour parvenir à une bonne évaluation des émissions directes ou induites par l'activité de l'entreprise.
(2) Cette agence a analysé le bilan carbone de 40 fonds d'investissement britanniques.

FINANCité : Vous allez céder un pourcentage du PNB⁽²⁾ à des projets solidaires. Quel montant cela représente-t-il ?

P. D. : L'estimation est de 55 millions d'euros.

FINANCité : Quelle est la différence par rapport à la situation antérieure, où il existait déjà une obligation pour les Caisses d'épargne d'investir dans des microcrédits ?

P. D. : Effectivement, la loi de 1999 demande aux Caisses d'Epargne de verser un pourcentage de leur résultat aux PELS (projets d'économie locale et sociale). La différence réside dans la façon dont on le fait plutôt que dans la somme reversée. Jusqu'à présent, les Caisses d'Epargne intervenaient via ces PELS pour proposer des subventions ou des crédits. Aujourd'hui, nous avons supprimé le crédit. L'enveloppe des PELS est intégralement considérée comme des dons. De plus, au travers de notre politique de microcrédit et de la constitution d'associations *Parcours Confiance*, nous créons un effet de levier sur la microfinance. Avant, si, par exemple, on octroyait un microcrédit de 1 000 €, on comptabilisait 1 000 € en PELS. Maintenant, au travers de la création de l'association *Parcours Confiance*, le crédit est fait par la caisse d'Epargne. Celle-ci accorde une partie de la garantie en PELS à l'association *Parcours Confiance* qui, en retour, garantira une partie de ce microcrédit. Or, il existe maintenant, en France, le *Fonds de cohésion sociale*. Ce fonds garantit la moitié de la somme. Donc, si nous considérons un risque de 25 %, nous comptabilisons l'équivalent de 12,5 % en garantie, l'autre moitié étant apportée par le *fonds de cohésion sociale*. Ce qui veut dire, qu'au lieu d'avoir 1 000 € comptabilisés en PELS, on n'en aura plus que 125. Avec ce dispositif, on obtient donc un effet de levier qui permet de faire beaucoup plus d'interventions de microcrédits.

FINANCité : Ces versements solidaires sont-ils transposables aux banques commerciales via des mécanismes de microcrédit ou des systèmes de garantie ?

P. D. : En France, nous ne sommes pas les seuls. Nous avons le dispositif particulier des PELS mais les autres organismes bancaires peuvent utiliser un dispositif de mécénat, fiscalement très avantageux. Le fonctionnement des Caisses d'Epargne (tout comme les caisses d'épargne allemandes ou espagnoles) est caractérisé par la proximité et l'ancrage social qui fait que l'on peut vraiment être présent, en relation directe avec les clients en situation fragile ou qui veulent créer leur propre emploi. Traiter l'ensemble du problème des clients est notre spécificité historique.

(1) Agence de notation extrafinancière

(2) Produit net bancaire



Agir pour la finance solidaire

DEVENEZ MEMBRE

du Réseau Financement Alternatif. Vous donnerez plus de poids à tous ceux qui soutiennent que la rentabilité de l'argent peut être non seulement économique mais aussi sociale, environnementale et humaine. En devenant membre, —> vous recevrez le nouveau *Guide des placements éthiques et solidaires en Belgique* (vendu au prix de 9,5 euros); —> vous ferez entendre votre voix en participant aux assemblées générales du Réseau Financement Alternatif; —> vous recevrez un abonnement d'un an au FINANCité Magazine (valeur 10 euros) Pour devenir membre, il suffit de verser 25 euros sur le compte 001-1010631-64 du Réseau Financement Alternatif avec la mention « membre RFA ».

ÉPARGNEZ UTILE !

10 euros suffisent pour soutenir financièrement des projets ou des entreprises qui viennent en aide aux plus démunis, belges ou étrangers. Voyez vite les possibilités en page 16.

INFORMEZ-VOUS !

Des séances d'informations gratuites sont organisées partout à Bruxelles et en Wallonie entre septembre et décembre. Venez nous y rencontrer et vous informer sur les possibilités qu'offre la finance solidaire (voir p. 5).

DISTRIBUEZ LE FINANcité MAGAZINE

Vous avez un magasin, un restaurant, vous faites partie d'un club de sport,... Pourquoi ne pas y déposer quelques FINANCité Magazines. Pour en recevoir gratuitement, contactez-nous au 02/340 08 60 ou via info@rfa.be.

CADEAU POUR LES ABONNÉS

Si vous êtes abonné au FINANCité Magazine, envoyez un mail à info@financite.be pour recevoir le numéro spécial de « La Revue Nouvelle », consacré à l'économie sociale.



L'argent est indispensable...

Il sert à acheter, à produire. Vous pouvez le dépenser ou le mettre de côté pour plus tard.

Si vous placez vos économies sur un compte d'épargne ou que vous les investissez – directement ou indirectement par l'intermédiaire de la banque – dans des entreprises, celles-ci les utiliseront pour développer leurs activités. Certaines mènent des activités louables, ont un fonctionnement interne (vis-à-vis de leur personnel) ou externe (vis-à-vis de leurs fournisseurs) correct mais d'autres ont des activités néfastes à l'homme ou à l'environnement, outrepassent toute norme comptable ou fiscale, sous-paier leur personnel pour augmenter leur chiffre d'affaires, collaborent à des régimes dictatoriaux, etc.

Vous pouvez éviter de soutenir des entreprises néfastes à l'homme et à l'environnement en plaçant votre argent dans des produits d'épargne et/ou d'investissement éthique et solidaire.

Ces produits vous donneront la garantie d'investir votre argent dans des entreprises qui respectent des critères éthiques, sociaux et environnementaux tout en soutenant financièrement des projets à finalité sociale.

Pour mieux connaître le fonctionnement de la finance solidaire, les produits existant sur le marché belge, les projets que vous pouvez soutenir,... visitez www.financite.be.

Que faire ?

—> **Investir dans des entreprises qui respectent des critères sociaux, environnementaux et éthiques.** Le site www.ethibel.org vous propose une liste d'entreprises qui ont été positivement notées par Ethibel sur l'ensemble de ces critères. Par conséquent, si l'entreprise que vous recherchez ne figure pas dans la liste, c'est qu'elle n'a pas été retenue compte tenu de la faiblesse de son score général.

—> **Investir dans des fonds éthiques.** Ceux-ci sont composés d'entreprises « éthiques ». Presque toutes les banques proposent de tels fonds mais, attention, leurs méthodes de sélection des entreprises diffèrent. Tous les fonds dit « éthiques » ne sont donc pas de même qualité. Pour être sûr, mieux vaut choisir un fonds dans le *Guide des placements éthiques et solidaires en Belgique* (Ed. Alternatives Economiques).

—> Encore mieux, **Investir solidaire !**

• Soit en choisissant un produit éthique (cfr. ci-dessus) avec **partage solidaire**. La banque (et/ou vous) reverse(z) alors une partie de ses (vos) bénéfices à une organisation de votre choix.

• Soit, encore mieux, en **investissant directement** dans le capital d'organismes à plus-value sociale, environnementale ou culturelle (coopératives, ONG, asbl, fondations,...). Vous en trouverez quelques-unes en p. 16 de ce magazine.

Vous estimez que vous n'avez pas assez d'argent pour investir ?

Deux choix s'offrent à vous. Certaines **parts de coopérateurs** sont très peu chères. Ainsi, chez Crédal par exemple, vous pouvez devenir coopérateur à partir de 10 € par mois ! Vous pouvez également **ouvrir un compte épargne éthique et solidaire** : votre argent servira alors uniquement à financer des projets d'économie sociale ou des entreprises éthiques. En outre, la banque reversera une partie de ses bénéfices à une association de votre choix. Vous trouverez la liste des comptes d'épargne éthiques et solidaires en p. 16 de ce magazine.

Pourquoi investir solidaire ?

En optant pour ce type d'investissement, vous privilégiez un rendement qui n'est pas uniquement économique mais également social. Ensuite, en prenant une part de capital d'une association ou d'un projet précis, vous avez l'assurance que la totalité de votre argent sera affectée à ce projet – et non pas une partie seulement de votre argent, comme c'est le cas lorsque vous passez par la banque. Bref, vous savez exactement à quoi sert votre argent.



Pierre Dutrieu : Directeur Développement Durable et Intérêt Général du Groupe Caisse d'Epargne.

Quand on pose la question aux clients, ils sont toujours d'accord mais, dans la réalité, leurs actes ne sont pas toujours cohérents avec leur profession de foi.

P. Dutrieu

Six questions à Pierre Dutrieu, Directeur Développement Durable et Intérêt Général du Groupe Caisse d'Epargne.

FINANCité : Vous dites qu'un des buts de la Caisse d'Epargne est « d'inciter les clients à faire des choix plus responsables ». Que ferez-vous avec les produits et services obtenant une mauvaise note ?

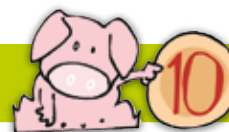
PIERRE DUTRIEU : Disons que cela sera un cercle « autovertueux ». C'est-à-dire que, si l'on s'aperçoit que certains produits sont mauvais sur leur étiquette carbone, on se posera la question de savoir comment on peut améliorer cette performance. Cet étiquetage aura d'abord une influence sur nous et, ensuite, un impact sur les clients.

FINANCité : Pensez-vous que le marché soit mûr et que vos clients soient prêts à choisir leurs produits financiers sur la base des implications carbone et environnementales que cela peut avoir ?

P. D. : C'est difficile à dire parce que, quand on pose la question aux clients, ils sont toujours d'accord mais, dans la réalité, leurs actes ne sont pas toujours cohérents avec leur profession de foi. Nos collaborateurs n'ont pas encore suffisamment le réflexe de proposer des produits d'investissement socialement responsable. Il est donc trop tôt pour dire si le client est enclin ou non à acheter des produits « responsables ». Un programme de sensibilisation est d'ailleurs prévu, en septembre, pour l'ensemble des commerciaux des caisses d'épargne. Des guides de sensibilisation seront également distribués dans toutes les agences. La démarche de vente est un peu différente de la vente d'un produit classique, puisqu'ici on vend un concept et, ensuite, les produits qui vont avec et qui intègrent naturellement la norme.

FINANCité : Vous allez également appliquer des critères environnementaux et sociaux à vos propres investissements. Avez-vous déjà choisi une méthodologie ?

P. D. : Nous sommes en train de réaliser une étude avec VIGEO⁽¹⁾ afin de « scanner » nos placements. Nous commençons par l'analyse de nos fonds obligataires puisqu'ils représentent des sommes importantes : 10 milliards d'euros. L'idée est de voir dans quelle mesure nous pouvons étiqueter ces placements. Notre rôle est alors d'inciter les Caisses d'Epargne à privilégier des fonds obligataires qui feraient l'objet d'une notation positive en matière de notation extrafinancière.



Choisissez le projet que vous voulez soutenir via www.financite.be.

Financité

Soutenez notre action. Devenez membre.



À QUOI SERT MON ARGENT ?

Les trois mamelles de Nos Pilifs

Décidément, la Ferme Nos Pilifs est un lieu « différent ». L'entreprise – car c'est bien de cela qu'il s'agit – emploie 140 personnes dont 110 environ sont des travailleurs handicapés. Mais Nos Pilifs ne se contente pas d'adapter le travail aux travailleurs qu'elle emploie. Depuis 6 ans, elle a obtenu le label éco-dynamique. Une manière de plus d'affirmer sa volonté de travailler sur les trois piliers du développement durable : le social, l'économique et l'environnemental.

La Ferme Nos Pilifs se situe en Région bruxelloise. Au fil des années, elle a développé de multiples activités. A la fois entreprise de jardin, de manutention, ferme d'animation et d'élevage, elle propose à ses clients une jardinerie, une épicerie, ainsi qu'un estaminet, tous approvisionnés en produits de la ferme.

Pour son directeur, Benoît Ceysens, le lien entre la préoccupation de l'entreprise pour

l'insertion sociale des travailleurs différents et la volonté de respecter au mieux l'environnement de travail semblait évident. Ainsi, quand le label éco-dynamique proposé par Bruxelles Environnement (IBGE) est né, il lui a semblé naturel de tenter l'expérience pour mettre en évidence certaines bonnes pratiques déjà existantes de gestion environnementale et d'en développer d'autres.

Dans chacune de ses activités, la Ferme Nos Pilifs tente de gérer au mieux les déchets, l'eau, la nature,...et de travailler à une utilisation rationnelle de l'énergie.

GESTION ENVIRONNEMENTALE À TOUS LES ÉTAGES

Le bâtiment principal a été construit en terre-paille, matériau peu énergivore par excellence. Tous les déchets végétaux, tant ceux issus des activités de jardin que les déchets de bureaux, sont récupérés pour le compost qui, à son tour, est réutilisé sur les chantiers. Dans l'estaminet, les bouteilles en plastique sont prosrites. La ferme propose systématiquement à ses clients des alternatives écologiques pour lutter contre les parasites du jardin. Et comme le meilleur moyen de ne pas devoir recycler les déchets est de ne pas en produire, il leur est toujours suggéré de les éviter, notamment en adoptant les plantes couvre-sol qui limitent la pousse des « herbes folles ». Enfin, la chaleur résiduelle produite par le four à pain est récupérée et chauffe, via une pompe à chaleur, un bâtiment de 350 m² qui se passe, ainsi, parfaitement de chaudière.

DE PLUS EN PLUS D'ENVERGURE

Seul le bâtiment principal est raccordé à l'égout. Pour les autres, c'est la technique du lagunage qui a été choisie. Ce système d'épuration naturelle permet de recycler les eaux usées pour les reverser directement dans les nappes phréatiques souterraines sans les polluer.

Le trop-plein de la récolte d'eau de pluie est rejeté dans la Pilifs River où se dévelop-

pe un grand nombre de plantes qui ont une fonction de nettoyage de cette eau. Le même principe vaut pour les eaux usées des bâtiments. Le contenu de la fosse septique est déversé dans trois bassins successifs. Le premier laisse décanter l'eau libre, le second est rempli de terre et planté de roseaux et le troisième de gravier et d'arbustes gourmands en eau. La végétation absorbe une partie de l'eau et les déchets dissous. L'eau ainsi nettoyée est directement évapo-transpirée vers l'atmosphère par les plantes ou s'échappe dans une mare où s'ébattent grenouilles et poissons rouges.

TOUJOURS PLUS HAUT

De telles pratiques positives pour l'environnement ont permis à la Ferme Nos Pilifs d'obtenir la première étoile du label éco-dynamique décernée par le jury de l'éco-label mais l'entreprise veut aller plus loin. Prochainement, elle se lancera dans la construction d'un nouveau bâtiment destiné à l'activité de manutention. Le but est d'arriver – grâce à la modélisation informatique du comportement énergétique du bâtiment qu'un bureau d'études réalise actuellement – à construire un atelier qui fonctionnerait comme les maisons passives, sans autre apport que l'énergie naturelle.

La labellisation offre à la Ferme Nos Pilifs une reconnaissance des efforts qu'elle consent sans cesse pour améliorer sa gestion



énergétique. Malgré la surcharge administrative qu'impose l'obligation de quantifier chaque économie d'énergie ou avancée environnementale et que les grandes entreprises gèrent avec plus de facilité que les PME, l'entreprise de travail adapté la Ferme Nos Pilifs ne compte pas s'arrêter en si bon chemin.

L. R.

Comment fonctionne le label éco-dynamique ?

Le label « Entreprise éco-dynamique » proposé par Bruxelles Environnement (IBGE) est une reconnaissance officielle en Région de Bruxelles-Capitale des bonnes pratiques de gestion environnementale mises en œuvre dans les entreprises, administrations ou associations. Il récompense leur dynamisme environnemental et leurs progrès en matière, notamment, de gestion des déchets, d'utilisation rationnelle de l'énergie, de gestion de la mobilité des travailleurs, etc. Toutes les entreprises – pour autant qu'elles soient situées dans la région bruxelloise – peuvent s'y inscrire, quelle que soit leur taille, leur activité ou leur finalité. Après la signature d'une charte d'engagements environnementale, un audit gratuit est réalisé par un bureau privé de consultation en environnement. Sur la base de cet audit, l'entreprise prend les mesures qu'elle souhaite et introduit son dossier de labellisation. Le logo « Entreprise éco-dynamique » à 1, 2 ou 3 étoiles doit être renouvelé tous les trois ans, sur la base d'un nouveau dossier.



Plutôt que d'être rejetées dans les égouts, les eaux usées passent de bassin en bassin jusqu'à être à nouveau absorbées par le sol.

À QUOI SERT MON ARGENT ?

Refuser la misère, un chemin vers la paix

Un soir, voici quelques mois, des membres d'ATD Quart Monde – parmi lesquels des personnes vivant dans la pauvreté – étaient en réunion pour réfléchir... aux changements survenus depuis la rédaction du *Rapport Général sur la Pauvreté* (1994). Soudain, un homme prend la parole : « Et pour nos enfants, demain, ce sera encore pire !... » Comment ne pas être interpellé par de tels propos ?



Un militant de LST présente la déclaration de solidarité à une personne vivant dans la rue, lors de la conférence de presse du 19 avril 2007.

Des citoyens de tous horizons, venant de plus de vingt pays, ont rédigé une déclaration pour affirmer leur solidarité avec les plus pauvres et leur conviction qu'une société basée sur la justice et la paix ne peut pas être bâtie sans eux.

Depuis toujours, les plus pauvres se battent pour que leurs conditions de vie changent. Souvent ils expriment leur motivation profonde ainsi : « Nous voulons que nos enfants connaissent autre chose que la misère que nous avons connue. » Et voici qu'aujourd'hui la réflexion d'un homme traduit l'angoisse de tant de personnes vivant dans la grande pauvreté : demain, la situation risque d'être encore pire. Cela résonne comme un écho précis et vécu à ce que nous indiquent actuellement tous les chiffres et toutes les analyses : la pauvreté s'aggrave et les inégalités s'accroissent dans notre pays.

Le fonctionnement de notre société a montré ses limites en matière de lutte contre la pauvreté. Il n'est plus possible d'envisager celle-ci sans se référer aux plus pauvres. Cela demande un véritable changement dans nos mentalités. Au cours de cette même réunion, une femme affirmait : « Aujourd'hui, comme il y a trente ans, les pauvres sont méprisés ; on les considère comme des personnes qui n'ont rien à dire. » C'est bien cela qui doit changer. Les plus pauvres doivent

être reconnus comme les premiers acteurs de la lutte contre la pauvreté. Ils doivent être associés à toutes les politiques qui les concernent et portent l'ambition d'un monde sans pauvreté, un monde où les droits à la vie familiale, au travail décent, à la participation sociale et culturelle sont pleinement respectés.

ENSEMBLE, AGIR CONTRE LA MISÈRE

Des citoyens de tous horizons, venant de plus de vingt pays, ont rédigé une déclaration pour affirmer leur solidarité avec les plus pauvres et leur conviction qu'une société basée sur la justice et la paix ne peut pas être bâtie sans eux. En Belgique francophone, cette déclaration est promue par quatre associations : ATD Quart Monde, Amnesty international, Luttes Solidarités Travail, Entraide et Fraternité / Vivre ensemble. Elles ont été rejointes par d'autres, notamment la Ligue des Droits de l'Homme et le Front Commun des SDF. Aujourd'hui des milliers de personnes dans le monde l'ont déjà signée. Ce sont des citoyens anonymes ou des personnalités connues. Certains ont expliqué clairement pourquoi ils avaient tenu à la signer : « C'est normal de se mobiliser contre la misère qui n'est pas une chose qu'on doit accepter sans réagir. C'est pour cela que j'ai organisé (...) le match contre la pauvreté à Marseille. C'est pour cela que je m'associe à cette démarche de solidarité. » (Zinedine Zidane). « L'universalité des Droits de l'Homme ne pourra se réaliser vraiment que dans l'éradication universelle de la pauvreté. » (Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU). « J'ai déjà récolté près de mille signatures. Je prends le temps d'expliquer à chacun le poids des signatures. Lorsqu'on a soi-même connu la pauvreté et le malheur, il faut aider les autres. » (une militante bruxelloise d'ATD Quart Monde).

Chacun de nous est invité à découvrir cette déclaration, à la signer et à la faire signer. On la trouvera sur le site www.17oct.org/belgique. Elle peut être signée en ligne ; ou en version papier sur simple demande au 02/647 99 00.

Régis De Muylder
ATD Quart Monde

À QUOI SERT MON ARGENT ?

La réinsertion à tort et à travers

Nichée au cœur des Ardennes, Au travert propose ses services en matière d'horticulture et de petit élevage aux professionnels et aux particuliers. Tout exerçant une activité économique classique, cette entreprise permet à des personnes peu ou pas qualifiées de prendre un nouveau départ dans la vie.

Comme beaucoup de ses collègues, Jean-Louis Denautet, le directeur de Au travert voudrait casser l'image qui colle depuis trop longtemps au secteur de l'économie sociale et montrer que, là aussi, on est capable de fournir un travail de qualité.

Au travert pratique et enseigne les gestes professionnels nécessaires à la production de légumes, de fleurs, de plantes vivaces, de plants d'ornement et d'arbres fruitiers. Les stagiaires y apprennent à soigner, entretenir et reproduire les plantes mais, aussi, la vente et le contact avec la clientèle. L'entreprise gère également un petit élevage de lapins, de poules et de moutons.

Au travert est finalement une entreprise classique commerciale dont la préoccupation première est le service aux clients. Mais elle a un petit quelque chose en plus. Au travert est ce que l'on appelle communément une EFT, une entreprise de formation par le travail. Elle permet à des personnes, dont certaines ont connu un parcours chaotique, d'obtenir une formation qualifiante ou, tout au moins, de se réinsérer dans une démarche positive.

C'est, en tous les cas, ce qu'affirme Jean-Louis Denautet, le directeur de l'entreprise. L'expérience s'avère largement concluante pour la grande majorité des stagiaires qui sont passés par l'entreprise : « En ce qui concerne l'élevage, 90 % des sorties sont positives, ne fût-ce que sur le plan individuel. Leur vision de la société a changé. Leur séjour ici leur permet de se remettre en

situation positive de droits et devoirs. Souvent les gens ont acquis autre chose. » Au niveau de l'agriculture, la situation est d'autant meilleure que le niveau de formation est élevé. Entre 70 et 80 % des stagiaires trouvent un emploi après leur passage par Au travert.

Outre la formation technique et pratique qu'ils reçoivent et qui leur permettra par la suite de trouver un emploi, une assistante sociale assure – grâce à une dynamique de groupe ou lors de contacts individuels – un suivi psychosocial personnalisé et aide les stagiaires dans leurs démarches administratives. Pour certains, cela commence par la gestion d'une situation de surendettement ou de mise en ordre de mutuelle.

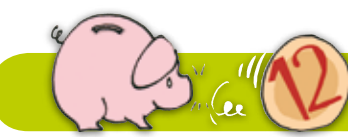
Au travert continue sa progression. Au début de cette année, l'entreprise a reçu un prêt du Fonds de l'économie sociale et durable afin de mettre le petit élevage aux normes HACCP, des normes de sécurité et d'hygiène dans les chaînes de production. L'obtention de ces normes a permis à l'entreprise de professionnaliser la production et d'agrandir ses activités puisque les grossistes et les marchands ont l'obligation d'acheter des marchandises dont la traçabilité est garantie. Depuis, Au travert s'attaque à un nouveau cré-



neau, le démarchage des restaurants étoilés de la région.

On le voit, économie sociale n'est pas synonyme de manque de respect des délais ou de manque de professionnalisme car il s'agit bien d'une activité à part entière et Jean-Louis Denautet, le directeur de Au travert, comme beaucoup d'autres, voudrait casser cette image qui colle depuis trop longtemps au secteur de l'économie sociale et montrer que, là aussi, on est capable de fournir un travail de qualité.

L. R.



Regrouper les énergies pour une meilleure visibilité

Les huit Guildes aujourd'hui implantées en Wallonie et à Bruxelles rassemblent plus de 200 commerçants actifs dans les circuits du commerce équitable, de l'économie sociale et des filières centrées sur le respect de l'environnement.

LA GUILDE DES
COMMERCANTS POUR
UN DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET SOLIDAIRE...



Les Guildes, plus de deux cents partenaires en Wallonie et à Bruxelles.

Liège, Pays des Collines, Pays de Brabant, Charleroi, Chimay, Namur, Bruxelles et Pays gaumais.

Chaque Guilde est un réseau de proximité soutenu par des partenaires institutionnels bien au fait des particularités locales. Ce large partenariat implique une vingtaine de partenaires. Leur développement est suivi par un comité d'accompagnement et s'appuie largement sur un financement de CERA géré par SAW-B (fédération d'économie sociale).

Dans un premier temps, les Guildes se sont centrées sur la publication de «petits pense-bêtes pour dépenser malin» et le relais via un site Internet (www.laguilde.be) qui visent à

informer et assurer la promotion des partenaires auprès des consommateurs. Mais, pour les commerçants, la Guilde, c'est aussi une occasion de travailler ensemble à construire une meilleure visibilité en participant à des événements locaux via des espaces partagés.

Dégager du temps et de l'argent pour être visible, se faire connaître, assurer une présence dans des lieux fréquentés, travailler son image de marque, ..., sont des préoccupations pour tous les commerçants qu'ils soient indépendants ou constitués en asbl ou en société. Créer, développer et assurer la viabilité d'une initiative économique est toujours une gageure. En cela, les acteurs du développement durable et solidaire ne sont pas dans une position plus simple. On peut même considérer qu'elle est plus délicate encore puisqu'ils s'imposent des exigences dont les autres ne se soucient que fort peu.

Entre les priorités impératives et les urgences quotidiennes, il est bien difficile de consacrer suffisamment de temps, d'énergie et de moyens pour assurer sa promotion. De plus, très souvent les valeurs de respect de l'homme et de l'environnement qui sont pourtant au cœur du travail ne sont que rarement mises en évidence dans la communication alors que de plus en plus de consommateurs marquent un intérêt pour ces démarches.

Lors des conférences de presse qui ont marqué le lancement des différentes Guildes, SAW-B a été positivement impressionné par l'intérêt que la presse locale a manifesté : quotidiens, radios et télé locaux ont largement relayé les mises en route des Guildes dans les différentes régions. On peut donc parler d'un réel effet réseau qui doit inciter les membres à s'organiser entre eux pour participer à des événements locaux sous une bannière commune qui met en évidence les valeurs qui guident leur quotidien.

www.laguilde.be

Eric Dewaele, SAW-B



Le village des Guildes lors de l'événement «Retrouvailles» à Liège en septembre 2006.

La Guilde y sera

- Les 1 et 2 septembre à «Retrouvailles», espace du temps libre et des loisirs, Parc de la Boverie à Liège.
- Les 15 et 16 septembre aux Fêtes de Wallonie à Namur, Place de l'Illon.
- Le 23 septembre à Bruxelles dans le cadre de «Bruxelles Champêtre».
- Les 20 et 21 octobre à Mery Tilff (province de Liège) dans le cadre du salon Développement Durable organisé par Merytherm.

La Guilde y sera

Tempo Color/Semaines du commerce équitable Du 24 septembre au 13 octobre à Liège



Depuis 4 ans déjà, Miel Maya Honing et ses partenaires organisent à Liège les semaines du commerce équitable sous l'appellation «Tempo Color». Objectif : mêler sensibilisation et plaisir. Tempo Color s'étale sur 3 semaines, du 24 septembre au 13 octobre, entre expositions, colloque, théâtre, ateliers scolaires, festival de musique du monde (28 et 29 septembre) et, pour la première fois cette année, une nuit du commerce équitable qui clôturera l'événement.

Particularité de cette édition 2007, la présence d'artistes congolais, dans le cadre du projet Yambi, au festival, lors de la nuit de clôture, mais aussi à travers des expositions.

Infos : 04 / 223 19 60 ou www.tempocolor.be

Alvin Toffler: Que la richesse soit avec toi!

Alvin Toffler est l'un des futurologues les plus connus de notre époque. Ses livres se vendent à des millions d'exemplaires. C'est lui, par exemple, qui a prédit la fin des idées de masse. Aujourd'hui, le monde se découpe en niches et sous-groupes à qui il convient de s'adresser à chaque fois différemment. *Le choc du futur*, paru en 1970, eut une influence considérable. Toffler y décrivait l'impact de la nouvelle ère - celle de l'information - qui force les individus à s'adapter vite et sans cesse à des nouveautés. Aujourd'hui son nouveau livre *The revolutionary wealth*⁽¹⁾ est déjà un best seller aux USA. La traduction française arrive en octobre dans nos librairies.

FINANCité : Dans votre livre *The Revolutionary Wealth*, vous dites qu'il existe, à côté du système monétaire, un système non monétaire, la «prosumer economy». De quoi s'agit-il exactement?

Alvin Toffler: Avant, les gens n'utilisaient pas d'argent. Ils travaillaient pour eux-mêmes, construisaient leur propre maison, travaillaient pour nourrir leur famille. Les transactions financières n'existaient pas. Depuis le développement d'une société moderne post-industrielle, engagé voici 200 ans, les économistes pensaient que toutes les activités économiques seraient basées sur l'argent. Mais ils n'ont pas tenu compte du fait que les activités non monétaires continuaient d'exister. Or, ces activités ont un grand effet sur l'économie monétaire. C'est ce que nous appelons la «prosumer economy», «pro» venant de *producer* (producteur) et «sumer» de *consumer* (consommateur). Cela suggère que nos activités nous font produire et consommer en même temps.

FINANCité : Quel est l'impact sur le système monétaire?

A. T.: Nous pensons que nous ne pouvons comprendre le développement de l'économie en nous bornant à examiner le système monétaire. Nous devons penser plus large. C'est pourquoi nous parlons de *wealth system* (le système de richesse). Ce système de richesse comporte deux parties : le système monétaire et, à l'opposé, une partie virtuellement invisible pour les économistes car elle n'est pas mesurable. Je pense que ces deux parties interagissent. Ce que nous faisons dans le système non monétaire crée de la valeur économique dans l'économie monétaire.

FINANCité : Pouvez-vous donner un exemple?

A.T.: Par exemple, en Finlande, un jeune homme n'aimait pas le logiciel d'exploitation sur lequel il travaillait et décida qu'il pourrait en créer un meilleur. Il fit cela sans être payé, pratiquement comme un hobby. Il mit au point un nouveau logiciel d'exploitation et invita des programmeurs volontaires à travers le monde à l'améliorer s'ils le souhaitaient. C'est ainsi qu'apparut le logiciel d'exploitation Linux. Quand ce logiciel devint disponible, il terrifia Microsoft. Donc, il apparaît clairement que ce genre d'activités, une fois transposées en dehors du système formel où l'on rétribue tout travail, a un grand impact sur tous les aspects de l'économie. Il est donc nécessaire de faire un lien entre les activités monétaires et non monétaires.

FINANCité : Comment mesurer l'influence de ces activités intangibles sur le système monétaire?

A.T.: L'une des manières consisterait à mesurer l'impact que peut avoir Linux sur le business existant. Mais je pense que c'est sim-



Alvin Toffler est futurologue. Son travail consiste à imaginer de quoi notre futur sera fait et aide les gouvernements et les entreprises à prévoir leur orientations futures.

pliste. Parce que la plupart de nos activités ne sont pas facilement mesurables. On identifie des indicateurs tangibles à partir desquels on se représente l'évolution réelle d'un secteur.

FINANCité : Les activités sans échange de monnaie ont toujours existé. Qu'y a-t-il de nouveau aujourd'hui?

A. T.: Aujourd'hui, il y en a beaucoup plus. Et ce qui est vraiment important, c'est que l'économie monétaire produit des technologies qui augmentent le pouvoir des *prosumers*. Un exemple simple : si je me rends chez le médecin pour faire mesurer ma pression artérielle, je recevrai une note que je lui paierai. Il y a donc une transaction financière. Ce n'est plus tant le cas. Si j'achète simplement un appareil pour mesurer la tension artérielle et que je la mesure moi-même, il se fait que l'économie monétaire a produit de nouvelles technologies qui ont été mises dans les mains des *prosumers*. Maintenant, même si on ne reconnaît pas l'existence du secteur des *prosumers* dans l'économie, on voit que l'économie monétaire produit de plus en plus de choses qui peuvent être utilisées par les *prosumers*. C'est un fait dont il faut tenir compte.

FINANCité : Vous parlez dans votre livre d'une ère postindustrielle, celle de la connaissance. Selon vous, c'est désormais la connaissance et non plus l'argent qui est la nouvelle richesse car la connaissance peut être multipliée et réutilisée à volonté pour créer de nouvelles valeurs?

A.T.: La connaissance est une part de la production. Avant, il fallait savoir à quelle heure les animaux venaient boire pour les tuer. Les gens utilisaient leur esprit. Aucune théorie économique ne prend cela en considération. C'est une ressource que les économistes qualifient de *non rivale* : nous pouvons tous l'utiliser sans l'épuiser. Plus les gens l'utilisent, plus elle se crée. C'est une vraie révolution car la connaissance se différencie des autres *inputs* dans l'économie.

Il y aura désormais des choses que nous pourrions produire nous-mêmes alors que, jusqu'à présent, nous les achetions à travers le monde.

A. Toffler

FINANCité : Mais ne pensez-vous pas qu'il y ait plus de connaissance dans certaines populations ou pays?

A. T.: Je pense que nous devons reconnaître la connaissance comme un facteur qui influence de plus en plus l'économie car elle est en constante augmentation. Mais c'est intangible. Nous ne sommes pas encore très doués pour comprendre les atouts de «l'intangible» dans l'économie. Ce n'est pas linéaire. Nous n'avons qu'une très petite idée de l'impact que cela peut avoir. La connaissance est relationnelle. Cela signifie qu'elle n'a de valeur que dans la mesure où elle est reliée à d'autres connaissances. C'est vraiment un *input* révolutionnaire dans les activités économiques, difficile à contrôler et à circonscrire. Les économistes vivent dans une économie de la préconnaissance. Ils sont formés à la seule économie monétaire alors qu'en fait le *prosuming* a un réel impact sur le développement. Il y aura désormais des choses que nous pourrions produire nous-mêmes alors que, jusqu'à présent, nous les achetions à travers le monde.

FINANCité : Notre organisation assure la promotion de la finance solidaire qui consiste à prendre en compte des critères non économiques (sociaux, environnementaux, éthiques) dans nos décisions d'investissement économique. Faut-il y voir, là aussi, l'influence du non-monnaire (la peur du réchauffement climatique, par exemple) sur le système monétaire?

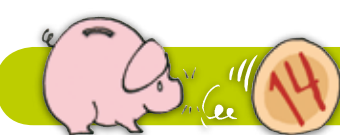
A.T.: Je ne sais pas si l'on peut nécessairement relier ça au *prosuming*. Il est évident que la performance des entreprises a un grand impact dans le système monétaire. La responsabilité sociale des entreprises a pour objectif de changer leur comportement dans le système monétaire. On peut considérer le volontariat comme du *prosuming*. Quand quelqu'un part 15 jours à Aceh, en Indonésie, pour aider les gens et sauver des enfants, son travail bénévole a évidemment une valeur économique. Donc, je pense que le concept de *prosuming* doit être inclus dans les aspects de la responsabilité sociale. Autre exemple : ce que les économistes appellent ici l'externalisation du coût du travail. Pour avoir de l'argent liquide, avant, on allait à la banque, on faisait la file, on demandait de l'argent, un employé vérifiait dans les livres s'il pouvait autoriser l'opération. Maintenant, on va au «MisterCash» et c'est le client qui fournit l'information et le travail et non quelqu'un d'autre. Aujourd'hui, une partie du travail peut être transférée au client.

FINANCité : Mais par contre, certaines personnes regrettent le contact humain.

A.T.: Certaines personnes trouvent ça bien, d'autres n'aiment pas mais il faut savoir ce que l'on veut. Le volontariat est un aspect du *prosuming* mais n'en constitue qu'une toute petite partie. Au final, le *prosuming* a des conséquences sur l'économie, sur le PIB, et, plus encore, modifie ce que l'on pense de l'économie. Quand quelqu'un achète une machine à laver pour laver lui-même son linge, les économistes, jusqu'à présent, comptent ça comme de la consommation (le fait d'acheter d'une machine à laver) mais, en réalité, c'est du *prosuming* et cela a des conséquences sur l'économie tout entière puisque les gens ne vont plus au pressing porter leur linge.

Propos recueillis par Annika Cayrol

(1) La richesse révolutionnaire, Editions Plon, Octobre 2007.



Faites connaître la finance solidaire autour de vous. Financité

Financité Devenez investisseur solidaire.



Épargner/Investir

LES PRODUITS FINANCIERS SOLIDAIRES
EXISTANT SUR LE MARCHÉ BELGE FRANCOPHONE

INVESTISSEMENT SOLIDAIRE (voir p. 7)

NOM DU PRODUIT	PROMOTEUR	RISQUE (1) - INVESTISSEMENT MINIMUM - RENDEMENT	OÙ MON ARGENT EST-IL INVESTI?	MÉCANISME DE PARTAGE
INVESTISSEMENT COLLECTIF : La totalité du montant que vous placez sera investie, par le promoteur, dans des entreprises ou organisations non cotées en Bourse et appartenant au secteur de l'économie sociale et solidaire (voir détails dans le tableau).				
Epargne de proximité	L'AUBE, LA BOUÉE, LES ECUS BALADEURS, LA FOURMI SOLIDAIRE, LE PIVOT	RISQUE: 1 - INV.MIN.: Pas de montant minimum - RENDEMENT: Pas de rémunération de l'épargne	Projets ou entreprises actives dans l'économie sociale, la lutte contre l'exclusion, l'éducation et la formation, la santé et la culture.	La banque cède une partie de ses bénéfices à une association de votre choix (et, uniquement pour le compte d'épargne junior, + 10 EUR à Plan Belgique asbl) ; Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à une association de votre choix : associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation, la paix et les droits de l'homme, la formation, les relations Nord-Sud,...
Obligations	FONDS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DURABLE	RISQUE: 1 - INV.MIN.: Période de souscription écoulée - RENDEMENT: 3,125% + réduction d'impôt égale à 5% de l'investissement	Projets ou entreprises de l'économie sociale et durable en Belgique.	
Parts de coopérateur	ALTERFIN	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 62,5 € - RENDEMENT: 1,75% (en 2006)	Projets dans les pays en voie de développement, dans les relations Nord-Sud.	
Parts de coopérateur	CRÉDAL	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 10, 100 ou 500 € selon la formule - RENDEMENT: Pas de rémunération du capital ou couverture du taux d'inflation selon la formule	Projets ou entreprises d'économie sociale et actives dans la lutte contre l'exclusion.	
Parts de coopérateur	INCOFIN	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 130,20 € - RENDEMENT: Actuellement, pas de rémunération du capital (dividende prévu sous peu)	Projets rentables et durables en Amérique latine via des institutions de microfinance.	
Parts de coopérateur	OIKOCREDIT-BE	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 250 € - RENDEMENT: 2% maximum	Projets dans les pays en voie de développement.	
COMPTE ÉPARGNE OU À TERME : La totalité de l'épargne collectée est investie par la banque dans des activités de l'économie sociale et solidaire (voir détails dans le tableau).				
Compte épargne	BANQUE TRIODOS	RISQUE: 0 - INV.MIN.: Pas de montant minimum - RENDEMENT: 1,75 % (taux de base)	38 % dans la nature et l'environnement, 16 % dans l'économie sociale, 42 % dans la culture et le non-marchand et 4 % dans les relations Nord-Sud.	
Compte épargne Plus	BANQUE TRIODOS	RISQUE: 0 - INV.MIN.: 3 700 € - RENDEMENT: 2 % (taux de base)		
Compte de Participation Nord-Sud	BANQUE TRIODOS	RISQUE: 0 - INV.MIN.: Pas de montant minimum - RENDEMENT: 1,5 % (taux de base). Ce taux augmente si vous êtes actionnaire d'Alterfin (jusqu'à 2% maximum).		
Compte à terme	BANQUE TRIODOS	RISQUE: 0 - INV.MIN.: 2 500 € - RENDEMENT: 1 an : 4,05 % / 2 à 5 ans: 4,10 %		
Compte épargne JUNIOR	BANQUE TRIODOS	RISQUE: 0 - INV.MIN.: Pas de montant minimum - RENDEMENT: 1,75 % (taux de base) + 2 % de prime d'accroissement		
INVESTISSEMENT DIRECT : La totalité du montant que vous placez est directement investie dans l'organisme que vous avez choisi (voir détails dans le tableau).				
Parts de coopérateur	LES TOURNIÈRES	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 250 € - RENDEMENT: Pas de rémunération du capital	Dans la société coopérative « Les Tournières » qui réhabilite des bâtiments dans la région de Liège pour en faire des habitations sociales ou les louer à des associations).	
Actions	SOCIÉTÉ DES SPECTATEURS DU CINÉMA ARENBERG	RISQUE: élevé - INV.MIN.: 50 € - RENDEMENT: Pas de dividende (peut-être des places de cinéma)	Dans la Société des Spectateurs du Cinéma Arenberg pour permettre la sauvegarde et le développement du cinéma.	
Certificats d'action de la banque Triodos	BANQUE TRIODOS	RISQUE: 1 - INV.MIN.: Pas de montant minimum (Période de souscription écoulée) - RENDEMENT: A titre indicatif, dividende 2005 : 1,50 € par certificat (fin 2005, valeur intrinsèque par certificat : 67 €)	Dans le capital de la banque Triodos.	
Parts de coopérateur	ESPACE KEGELJAN	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 50 € - RENDEMENT: 2 %	Dans la société coopérative « Espace Kegeljan » qui s'occupe de l'éco- et la biorénovation d'un bâtiment à Namur destiné à héberger des associations.	
Obligations	OXFAM-SOLIDARITÉ	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 500 € - RENDEMENT: 0 ou 3 %, selon la formule	Dans OXFAM-Solidarité pour la réduction de sa dette.	
Respect+	OXFAM-MAGASINS DU MONDE	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 250 € - RENDEMENT: 0,3 ou 4 % selon la formule choisie	Dans Oxfam-Magasins du Monde pour le développement de ses activités.	
Emissions zéro	VENT D'HOUYET	RISQUE: 1 - INV.MIN.: 260 € - RENDEMENT: 3 % annuel + chèque électricité (bon à valoir auprès de votre fournisseur d'électricité verte)	Dans la société coopérative « Emissions zéro » pour la construction de deux parcs éoliens.	

PARTAGE SOLIDAIRE (voir p. 7)

NOM DU PRODUIT	PROMOTEUR	RISQUE (1) - INVESTISSEMENT MINIMUM - RENDEMENT	OÙ MON ARGENT EST-IL INVESTI?	MÉCANISME DE PARTAGE
COMPTE ÉPARGNE				
Epargne Cigale	FORTIS BANQUE	RISQUE: 0 - INV.MIN.: Pas de montant minimum - RENDEMENT: 1,5 % (taux de base)	25 % de l'épargne collectée sont investis par la banque dans des projets ou organisations non cotées en Bourse qui innovent sur le plan sociétal et/ou qui mènent une politique sociale positive et/ou qui présentent une offre de produits qui se distinguent sur le plan social ou écologique. Le reste est investi dans des entreprises respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices à une association de votre choix, membre du Réseau Financement Alternatif. Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à cette même association : associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation et la formation, la paix et les droits de l'homme, les relations Nord-Sud,...
FONDS DE PLACEMENT				
AlterVision Balance Europe	FORTIS BANQUE	RISQUE: 2 (50 % actions - 50 % obligations) - INV.MIN.: +/- 330 € - RENDEMENT: 6,13 % (*)	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices à une association de votre choix, membre du Réseau Financement Alternatif. Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à cette même association : associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation, la paix et les droits de l'homme, la formation, les relations Nord-Sud,...
AlterVision Croix-Rouge	FORTIS BANQUE	RISQUE: 1 (75 % obligations - 25 % actions) - INV.MIN.: +/- 1.430 € - RENDEMENT: 2,81 % (*)	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices à la Croix-Rouge ; Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à la Croix-Rouge.
Evangelion	FORTIS BANQUE	RISQUE: 1 (20 % actions, 70 % obligations, 10 % instruments du marché monétaire libellé en €) - INV.MIN.: +/- 275 € - RENDEMENT: 2,89 % (*)	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices à la Fondation Saint-Paul (formation à l'Évangile et soutien aux médias chrétiens) ; Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à une association, membre du Réseau Financement Alternatif : associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation et la formation, les relations Nord-Sud,...
HSBC GIF Sustainability Leaders	HSBC	RISQUE: élevé (100 % actions) - INV.MIN.: N.C. - RENDEMENT: 10,68 % (au 31/5/08)	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices à LEAD (Leadership for Environment and Development).
Triodos Values Pioneer Fund	BANQUE TRIODOS	RISQUE: 6 (100 % actions) - INV.MIN.: +/- 250 € - RENDEMENT: N.C	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices à une association de votre choix : associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
L SRI Panda	DELTA LLOYD BANK	RISQUE: 5 (100 % actions) - INV.MIN.: +/- 120 € - RENDEMENT: 4,40 %	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices au World Wild Fund (WWF).
Clean Energy	VAN MOER SANTERRE	RISQUE: N.C. - INV.MIN.: 1000 € - RENDEMENT: N.C. (capital garanti à terme à 90 %)	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	La banque cède une partie de ses bénéfices à une association de votre choix, membre du Réseau Financement Alternatif. Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à cette même association : associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation & la formation, les relations Nord-Sud,...
PRODUITS D'ASSURANCES				
Axa Life Ethical Equities Europe	AXA BELGIUM	RISQUE: 3 (100 % en actions) - INV.MIN.: N.C. - RENDEMENT: N.C.	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à une association parmi celles proposées par Axa : Aide Info Sida, la Croix-Rouge de Belgique, Child Focus, la Fédération Belge des Banques Alimentaires, la Fédération belge contre le cancer, la Fondation Père-Damien, Handicap international, Les Iles de Paix, la Ligue nationale belge de la sclérose en plaques, Médecins sans frontières, Oxfam, Les Petits Riens, Special Olympics Belgium, Unicef.
Boost Ethico	ETHIAS ASSURANCES	RISQUE: 4 (+ 50 % en actions) - INV.MIN.: +/- 120 € - RENDEMENT: 5,41 % (*)	La totalité du montant que vous placez est investie dans des entreprises cotées en Bourse respectant les critères éthiques, sociaux et environnementaux.	Vous pouvez (en option) céder une partie de vos bénéfices à une association, membre du Réseau Financement Alternatif : associations actives dans l'économie sociale, l'environnement, la lutte contre l'exclusion, l'éducation et la formation, les relations Nord-Sud,...

(1) Le risque se calcule sur une échelle de 0 à 6 (6 étant le risque le plus élevé).

* Rendement sur un an à titre indicatif (27/8/07).

N.C. (Non Communiqué).